

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2017
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Énergie

**Le manque d'électricité
freine la lutte contre la
pauvreté**

Palestine

**Ramallah à la conquête
du cybermonde**

Libre-échange

**Une chance ou une
menace pour les pays
en développement ?**



Sommaire

DOSSIER



ÉNERGIE

- 6 L'énergie durable pour tous, un potentiel énorme**
Le manque d'électricité constitue un frein au développement. Pourtant, ce problème ne figure pas au sommet des priorités.
- 12 «L'accès insuffisant à l'énergie entrave la lutte contre la pauvreté»**
Entretien avec Boaventura Cuamba, professeur spécialisé dans les systèmes en énergies renouvelables à l'Université Mondlane, à Maputo
- 14 Gagner plus avec moins d'énergie**
La DDC améliore de manière durable la production de briques en Amérique latine
- 15 Des panneaux solaires pour éclairer les familles rurales**
Les petits systèmes solaires décentralisés alimentent les communautés éloignées en Afrique et en Asie du Sud
- 17 Faits et chiffres**

HORIZONS



- 18 Les jeunes pousses palestiniennes renouvellent l'économie locale**
À Ramallah, de nouveaux entrepreneurs se taillent un succès grandissant dans la conquête du cybermonde
- 21 Sur le terrain avec...**
Véronique Hulmann, cheffe de mission de la coopération suisse en Cisjordanie et dans la bande de Gaza
- 22 La saveur douce-amère de Jérusalem**
Zeina Ayyad dépeint son quotidien dans une ville divisée

DDC



- 23 Protéger le toit du monde et ses habitants**
Avec le soutien de la Suisse, des scientifiques collectent des données afin de mieux lutter contre les effets du changement climatique dans l'Himalaya indien
- 24 Combattre la pauvreté en renforçant la participation**
Deux provinces vietnamiennes sont devenues des pionnières de la démocratie participative grâce à l'appui de la DDC

FORUM



- 27 Libre-échange: une chance ou une menace ?**
Selon ses partisans, cette politique favorise le développement des pays pauvres. Au contraire, elle leur nuit, rétorquent ses détracteurs.
- 30 Le post-colonialisme officiel du Maroc**
Carte blanche : L'écrivain marocain Driss Ksikes évoque l'offensive diplomatique de son pays

CULTURE



- 31 «La littérature permet d'apprendre à mieux se connaître»**
Comme le montrent deux maisons d'édition au Bénin et en Suisse, la diversité culturelle dans la littérature pour les enfants et la jeunesse élargit l'horizon

- 3** Editorial
4 Périscope
26 DDC interne
33 Service
35 Coup de cœur avec Noëlle Revaz
35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



La solidarité fait partie de notre identité

En pleine Guerre froide, la Première ministre britannique Margaret Thatcher rencontre le Secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique Leonid Brejnev. Voici leurs propos: « Monsieur le Secrétaire général, en un mot: comment se porte l'économie soviétique? ». Réponse de Leonid Brejnev: « Bien! » Et Margaret Thatcher de poursuivre: « Et en deux mots, Monsieur le Secrétaire général? » Leonid Brejnev: « Pas bien! »

Cet échange m'est revenu à l'esprit au cours de la dernière conférence de presse annuelle de la DDC, lorsque des journalistes m'ont demandé si nos finances se trouvaient sous pression. La réponse courte: l'an dernier, le Parlement a approuvé à une forte majorité tous les crédits-cadres relatifs au message sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020 et le budget 2017 de la DDC n'a subi aucune baisse supplémentaire. Ces feux verts sont le signe, de manière générale, d'une confiance réjouissante des Chambres fédérales à l'égard de la coopération au développement. Plusieurs sondages confirment également le soutien du grand public.

Cette réponse apparaît néanmoins lacunaire. Les crédits-cadres ont été réduits de 587 millions de francs en raison du programme de stabilisation 2017-2019 avant même d'avoir été soumis au Parlement (ce qui correspond à 25% des économies effectuées à l'échelon de la Confédération, alors que la coopération internationale (CI) représente à peine 3 à 4% du budget national). À la parution du présent numéro, nous devrions prendre connaissance de l'ampleur des coupes supplémentaires dans la CI au titre du programme de stabilisation 2018-2020.

Au-delà des chiffres et de leurs conséquences sur les projets de la DDC, une question fondamentale me préoccupe: ces mesures d'économie disproportionnées imposées à la CI reflètent-elles simplement la politique budgétaire actuelle ou, comme dans

d'autres pays riches, une réorientation des priorités – de la solidarité internationale aux intérêts nationaux? « Charité bien ordonnée commence par soi-même » ou « aide au commerce » (Aid for Trade) sont des devises régulièrement entendues dans un tel débat.

Il est, bien sûr, légitime qu'un État défende ses propres intérêts. Or, ceux-ci ne reposent pas seulement sur le revenu par habitant ou une balance commerciale positive. La paix et une répartition équitable des richesses sont essentielles également. Les conflits armés et les tensions sociales qui affectent une certaine région du monde peuvent très rapidement représenter un défi pour nous tous.

La lutte contre la pauvreté et les autres sources de conflits et de migration forcée dans nos pays partenaires constitue la mission principale de la coopération suisse. Et cette mission sert directement les intérêts de notre pays.

Ce que révèle notre engagement en faveur des plus défavorisés sur nous-mêmes me paraît tout aussi important: nous, Suisses, sommes fiers de ce que nous avons accompli et reconnaissants du bien-être dont nous jouissons, mais n'oublions pas ceux dont la situation est moins enviable. La solidarité fait partie de notre identité. Nous devons faire en sorte qu'il en demeure ainsi, dans notre propre intérêt.

Manuel Sager
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Christian Wimmer/laif

Histoires vraies de réfugiés (lb) « Le voyage du Soudan vers la Libye a été difficile. Nous avons passé quinze jours dans le désert, sans presque rien à boire. Six personnes sont mortes », raconte Ahmed, un jeune Érythréen qui a fui son pays en 2014. Son histoire est

publiée sur la plate-forme en ligne *Telling the Real Story* du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Comme tant d'autres jeunes Érythréens et Somaliens, Ahmed savait que son voyage serait dangereux. Mais il n'imaginait pas les risques encourus et les difficultés qui l'attendraient en Europe. Avec cette campagne, le HCR entend recueillir les véritables histoires des réfugiés et des requérants d'asile afin qu'ils les partagent avec leurs compatriotes. « Nous voulons combattre les fausses promesses et la propagande des passeurs

sur les réseaux sociaux, qui sont pratiquement la seule source d'information pour ceux qui ont l'intention de rejoindre l'Europe », explique Melita Sunjic du HCR. La plate-forme, lancée l'an dernier, contient déjà un bon nombre de témoignages dramatiques.

www.tellingtherealstory.org

Des données fiables pour un avenir meilleur

(cz) Pour mettre en œuvre et mesurer régulièrement les Objectifs de développement durable, il est essentiel de disposer de statistiques fiables. Or, celles-ci font souvent défaut dans les pays défavorisés. C'est pour remédier à ce problème que s'est tenu au début de l'année, au Cap en Afrique du Sud, le premier Forum des Nations unies sur les données. L'événement a réuni quelque 1400 participants issus d'une centaine de pays. Le plan d'action présenté à cette occasion (*Cape Town Global Action Plan for Sustainable Development Data*) comprend six domaines dans lesquels des progrès substantiels doivent être réalisés d'ici à 2030. Il s'agit notamment de moderniser les systèmes statistiques nationaux, de diffuser les données sur le développement durable et de créer des partenariats. La Suisse a participé activement à l'élaboration du document qui a été officiellement adopté en mars par la Commission statistique de l'ONU.

Les mégapoles dévoreuses de terres arables

(cz) À l'horizon 2030, cinq milliards d'êtres humains vivront en ville, soit presque deux fois plus qu'au tournant du millénaire. Ce chiffre est le résultat des projections effectuées par l'Institut d'écologie



Lorenzo Mosca/Archivio/laif

sociale de l'Université de Klagenfurt, en Autriche. La surface occupée par les villes sera multipliée par trois, détruisant de précieuses terres agricoles, préviennent les chercheurs. « Plus de 60% des terres arables mondiales se situent à proximité d'une ville », explique Helmut Haberl, coauteur de l'étude. Ces pertes peuvent être compensées au niveau mondial, mais cette évolution est dangereuse pour les pays déjà défavorisés, poursuit-il. L'Asie et l'Afrique, où se situent 80% des terres arables, seront les plus durement touchées. Sur le continent africain, l'Égypte, le Nigéria et la région du lac Victoria sont particulièrement concernés. En Asie, le phénomène affectera principalement les bassins fluviaux et les régions côtières proches de mégapoles, comme l'espace économique du Bohai autour du golfe éponyme et le delta du Yang Tse en Chine, ainsi que l'île de Java en Indonésie.

Perception et réalité de la pauvreté

(jlb) Le nombre de gens vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de moitié depuis 1990. Pourtant, 87% des personnes consultées dans le cadre de l'étude internationale *Glocalities – Towards 2030 Without Poverty* estiment que le problème s'est aggravé ou n'a pas évolué ces dernières décennies. Au total, 26 000 individus ont été interrogés dans 24 pays. Près de



Bacdat/Sankar

Des jardins flottants qui résistent aux inondations

(zs) Au Bangladesh, les jardins flottants renaissent en raison du changement climatique et du risque accru d'inondation. Ils trouvent racine dans des pratiques agricoles ancestrales. Des tiges de bambou sont déposées sur un lit épais de jacinthes d'eau, formant un radeau. Ce dernier, recouvert de compost, permet aux petits paysans, même les plus pauvres sans terres, d'y cultiver moult variétés de légumes. Les familles peuvent ainsi se nourrir en période de crues et percevoir un petit revenu en vendant le surplus. Les jardins sur l'eau offrent une productivité jusqu'à dix fois plus élevée que des potagers de surface identique en plein champ. Ils respectent l'environnement : aucun engrais n'est nécessaire, grâce à la présence abondante d'azote, de potassium et de phosphore. Cette culture durable compte parmi les « Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial » établis par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.



deux tiers d'entre eux jugent très peu ou plutôt peu probable que l'objectif 1 de l'Agenda 2030 de l'ONU, à savoir éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, puisse être atteint. Quelque 21% se montrent indécis. Seuls 13% envisagent un succès. La moitié des sondés considèrent ne pas pouvoir eux-mêmes contribuer à l'éradication de l'extrême pauvreté. Selon les auteurs de l'étude, ces résultats montrent que de nouvelles mesures sont nécessaires pour mieux informer et impliquer le grand public.
www.glocalities.com

L'Afrique en mal d'ingénieurs

(jlh) Le continent africain

manque de quatre millions d'ingénieurs dans les domaines de l'alimentation, de l'eau et de la gestion des déchets, selon une étude menée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique. En cause : un déficit d'image et la faible rémunération des spécialistes en sciences naturelles et des ingénieurs. Il est ainsi nécessaire de renforcer à l'avenir les disciplines techniques et d'augmenter le nombre d'étudiants en mathématiques, en informatique, en sciences naturelles et en technologie. L'étude *Engineering and economic growth: a global view* de l'Académie royale d'ingénierie, à Londres, souligne également l'importance des métiers techniques, révélant un lien direct

entre la croissance économique d'un pays et le nombre d'ingénieurs. Ce dernier devrait s'accroître en Inde et au Vietnam. La proportion la plus élevée de femmes dans le domaine est

enregistrée non pas dans les États industrialisés, mais en Tunisie, au Myanmar et au Honduras.



Antonin Kratochvíl/WiR/Redux/laif

L'énergie durable pour tous, un potentiel énorme

Pas de raccordement électrique et un foyer ouvert pour cuisiner : telles sont les conditions de vie de plusieurs milliards de personnes plongées dans la précarité énergétique. Pourtant indispensable à l'essor d'un pays, l'énergie est loin d'être prioritaire dans la coopération au développement. L'Agenda 2030 entend remédier à cette situation. De Jens Lundsgaard-Hansen.



DOSSIER

Comme 2,7 milliards de personnes à travers le monde, les marchands à Mieso, en Éthiopie, cuisinent sur un foyer ouvert. La fumée dégagée est nocive pour la santé.

Sous nos latitudes, il suffit d'appuyer sur un interrupteur, de tourner un bouton ou de recharger une batterie pour obtenir de la lumière et de la chaleur. Ce confort quotidien exige de l'énergie. La Suisse en consomme dix fois plus aujourd'hui qu'il y a 100 ans. Près des deux tiers proviennent d'agents fossiles. Au niveau mondial, le

charbon, le pétrole et le gaz fournissent plus de 80% de l'énergie consommée. Le CO₂ ainsi libéré dans l'atmosphère est la principale cause du changement climatique. Environ deux tiers de ces émissions émanent des pays de l'OCDE et de la Chine, contre seulement 3% en provenance de l'Afrique.

Fumée toxique et décès prématurés

Sur le continent africain et dans bien d'autres régions, les habitants n'ont pas d'interrupteur à activer. Ils vivent dans la « pauvreté énergétique ». L'expression désigne principalement l'absence de courant et de cuisinière propre. Environ 1,3 milliard de personnes n'ont pas d'électricité ou bénéficient, au mieux, d'un approvisionnement aléatoire. Quelque 2,7 milliards d'individus utilisent la biomasse (bois, charbon, bouse séchée)

bois contribue à détruire les forêts et l'environnement, mais la corvée de fagots, qui incombe le plus souvent aux femmes ou aux jeunes filles, prive celles-ci de temps pour étudier ou exercer une activité génératrice de revenu.

D'autres sont plus chanceux. « L'énergie permet d'évoluer dans le monde moderne », relève Julia Steinberger, professeure en sciences de l'environnement à l'Université de Leeds. Helen Clark, responsable du Programme des Nations Unies

Ni électricité ni cuisinière propre

Les gens qui n'ont pas accès à l'énergie ne disposent ni d'électricité ni de système de cuisson propre. Quelque 95% des personnes concernées vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne (sans l'Afrique du Sud) et 80% d'entre elles habitent à la campagne. Des centaines de millions de citoyens sont également privés d'électricité : soit ils ne peuvent pas se l'offrir, soit le réseau et la production sont de mauvaise qualité. Les habitants d'Afrique subsaharienne sont les moins bien lotis : leur consommation d'électricité est presque vingt fois inférieure à la moyenne mondiale.



Deux jeunes filles africaines ont ramassé du bois dans la forêt afin de préparer le repas. Cette corvée les prive de temps pour étudier.

pour cuisiner, le plus souvent sur un foyer ouvert ou un fourneau qui fume abondamment. Cette fumée toxique provoque, chaque année, plus de quatre millions de décès prématurés. Elle tue davantage que le sida et le paludisme réunis.

La pauvreté énergétique touche ainsi plusieurs milliards d'êtres humains. La plupart vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, soit les régions où se concentre la précarité extrême. De là à conclure que la pauvreté est liée à l'absence d'énergie, il n'y a qu'un pas.

Le manque d'électricité comporte de nombreux désavantages : pas de lumière le soir, pas de réfrigérateur pour les aliments et les médicaments, pas d'appareils électriques pour améliorer la production, pas d'informations sur Internet. Même cuisiner sur un foyer ouvert s'avère lourd de conséquences. Non seulement la consommation de

pour le développement, va plus loin : « Il est impératif de fournir plus d'énergie à plus de gens. » Cette revendication figure à l'Agenda 2030 de l'ONU, dont l'objectif 7 est de « garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ». Selon Julia Steinberger, l'énergie devrait être la priorité de toute politique de développement. Les pays qui en consomment peu accusent de fort retards.

Politique climatique prioritaire

L'approvisionnement énergétique constitue-t-il pour autant l'un des éléments clés des politiques de développement ? Pas jusqu'ici, du moins pas en Suisse. Le sujet n'est que rarement abordé dans le cadre de la politique climatique, qui monopolise une plus grande attention. Dans la stratégie 2017-2022 d'Action de Carême, l'accès à l'énergie

Investissements recherchés

Quelque 50 milliards de dollars par an sont nécessaires pour garantir à tous des services énergétiques modernes d'ici à 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie et la Banque mondiale. Seuls 14 milliards ont été débloqués en 2013. Un peu plus de la moitié des investissements proviennent du secteur privé et des pays en développement eux-mêmes. Le reste émane de l'aide bilatérale et multilatérale (ONU et Banque mondiale notamment). S'il faut à l'évidence mobiliser davantage de ressources privées, cela présuppose des projets attractifs. Le nouveau Fonds vert pour le climat, appelé à gérer plus de 100 milliards de dollars par an, financera également des programmes en lien avec l'environnement, le climat et la politique de développement.



Au Bangladesh, Rathna Khatun fait ses devoirs à la lumière d'une lampe à LED, alimentée par un panneau solaire. L'éclairage lui permet d'étudier le soir également.

La situation en Asie du Sud et en Afrique

En Asie du Sud, environ 500 millions d'habitants (14% de la population) n'ont pas accès à l'énergie : près de 250 millions d'entre eux vivent en Inde, de nombreux autres résident au Pakistan, au Bangladesh et en Indonésie. Quelque 1,9 milliard de personnes ne disposent pas de cuisinière propre. En Afrique subsaharienne, 630 millions d'habitants (65% de la population) n'ont pas d'électricité et 800 millions ne possèdent pas de système de cuisson propre. Les progrès sur le continent africain sont restés minimes jusqu'ici. L'Afrique est donc au cœur de l'objectif 7 de l'Agenda 2030, relève la Banque mondiale.

a certes une place, mais l'œuvre d'entraide commence tout juste à mettre en place des projets concrets dans ce domaine, indique Stefan Salzmann, responsable du dossier durabilité. Chez Caritas Suisse, il figure parmi les objectifs stratégiques. Au Tadjikistan et en Haïti, l'association développe des technologies propres et abordables pour améliorer les cuisinières.

De manière générale, les programmes ayant trait à l'énergie occupent une moindre place dans la lutte contre la pauvreté. Ceux liés à l'alimentation, à la formation et à la santé sont nettement plus importants. La DDC compte plusieurs activités dans le secteur énergétique. Son expert en la matière, Reto Thönen, constate néanmoins que «la Suisse officielle a jusqu'ici négligé ce domaine».

Conflit d'objectifs

La volonté de fournir plus d'énergie à ceux qui n'en ont pas ou peu va à l'encontre des efforts visant à préserver le climat. Un consensus s'est établi, en théorie du moins, autour des moyens pour désamorcer ce conflit d'objectifs : moins de charbon, de pétrole et de gaz, mais plus de renouvelables (solaire, éolien, biomasse et géothermie). Il convient également d'accroître l'efficacité de ces sources propres.

La tâche semble ardue : le charbon, le pétrole et le gaz sont les moteurs de la prospérité et sont lar-

gement utilisés à travers le monde. S'en passer représente un défi énorme pour les États industrialisés et de nombreux pays émergents, surtout en Asie. Quant aux pays en développement, il leur est tout aussi difficile de renoncer aux énergies fossiles. La vision commune présentée fin 2016 par 48 États pauvres d'Afrique, d'Asie du Sud et d'Amérique a dès lors suscité une grande attention. Ces acteurs, regroupés au sein du Forum de la vulnérabilité climatique, entendent surmonter la pauvreté énergétique en misant dès que possible sur les seules sources propres. Aux yeux de Boaventura Cuamba, professeur spécialisé dans les systèmes d'énergies renouvelables au Mozambique, l'idée est loin d'être utopique. Selon lui, la plupart des pays en développement possèdent un grand potentiel dans le domaine. «S'ils exploitent ces ressources, l'accès à l'énergie sera possible même sans agents fossiles.»

Fort engagement de la Suisse

Plusieurs approches permettraient d'atteindre l'objectif énergétique de l'Agenda 2030 de l'ONU. Même si les contextes diffèrent, elles s'appliquent aussi bien à l'Asie du Sud qu'à l'Afrique subsaharienne. Des organisations internationales, des États et des ONG ont déjà lancé une série d'initiatives : «Énergie durable pour tous», «Éclairer l'Afrique», «Alliance mondiale pour des cuisinières propres». Ces plates-formes

Sven Torfinn/leif
Sven Torfinn/leif

L'accès à l'énergie joue un rôle primordial dans la lutte contre la pauvreté. La lumière rend possibles les cours d'alphabétisation pour adultes au Mali (à gauche) et les travaux domestiques au Kenya.

ont le mérite d'unir les forces et les ressources financières, d'élaborer des stratégies et de diffuser les bonnes pratiques.

Panneaux solaires et cuisinières propres

La Suisse participe directement et indirectement à ces efforts. Elle compte parmi les dix principaux donateurs de l'Association internationale de développement, fonds de la Banque mondiale (BM) pour les pays les plus pauvres. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) est, en outre, représenté au sein des organes dirigeants de la BM. « Pour favoriser l'accès à l'énergie, il faut souvent assurer l'approvisionnement de pays entiers et instaurer les conditions requises. Dans de tels cas, les organisations multilatérales sont plus efficaces que des petits projets isolés », souligne Guy Bonvin, responsable au SECO du financement d'infrastructures dans la coopération au développement. Ces dernières années, la Banque mondiale a investi dans la production, le transport et la distribution de courant, permettant de raccorder plus de 40 millions de personnes au réseau d'électricité. Par le biais de la DDC, la Suisse participe également au programme international *Energising Development*, qui vise à améliorer l'accès à l'énergie (voir texte en marge).

Les initiatives internationales ne sont utiles que si quelques conditions essentielles sont remplies, selon Reto Thönen. « Les politiques ainsi que les

programmes nationaux et internationaux doivent comprendre également de bons projets. » En Amérique latine, la DDC encourage, par exemple, la production locale de briques propres (voir l'article en page 14). La portée de ce projet devrait s'accroître dans le cadre de la Coalition pour le climat et l'air pur, une initiative internationale visant à réduire les polluants de courte durée de vie. Autre facteur de succès important des initiatives mondiales : la durabilité. « Un jour ou l'autre, les programmes et les soutiens financiers prennent fin. C'est au plus tard à ce stade qu'un modèle d'affaires, capable de fonctionner de manière autonome sur le marché, doit prendre le relais, faute de quoi les effets obtenus s'estomperont rapidement », relève Reto Thönen.

Pour produire du courant de manière durable dans les villages africains par exemple, il ne suffit pas de financer des panneaux solaires. Le système doit surtout être efficace, comme celui de Mobisol, qui fournit de l'électricité à quelque 330 000 habitants d'Afrique orientale (voir p. 15). Dans les régions rurales africaines, l'énergie solaire décentralisée a un bel avenir devant elle, ses prix ayant fortement chuté partout à travers le monde. Assurer l'accès à l'électricité est une chose. Diffuser plus largement encore des cuisinières propres en est une autre. À l'avenir, de nombreuses personnes cuisineront non pas à l'électricité, mais au bois ou avec de la biomasse. « Le courant est

Des services modernes et durables

Le programme international *Energising Development*, mené avec l'appui de la DDC, court jusqu'en 2019. L'objectif est de développer, dans les pays les moins favorisés, des services énergétiques modernes reposant sur des sources d'énergie renouvelable (soleil, eau et biogaz) et des technologies efficaces. Fin 2016, plus de 18 000 institutions sociales (éducation et santé), 37 000 petites entreprises et 15,8 millions de personnes ont ainsi accédé à l'électricité et à de meilleurs moyens de cuisson. D'ici à 2019, le nombre des bénéficiaires devrait grimper à 19 millions.



Peter Blaabjær/akshait

Dans de nombreuses régions urbaines, comme à Dacca au Bangladesh, le courant est disponible, mais des infrastructures électriques fiables manquent.

Simon Hüner

The New York Times/Reflux/af

Réduire la consommation de charbon

Bon marché et disponible en grande quantité, le charbon est particulièrement prisé dans les pays émergents et en développement. Ses émissions de CO₂ sont toutefois nettement plus élevées que celles du pétrole et du gaz. La lutte contre le changement climatique passe par une réduction drastique de son utilisation. L'Asie représente 70% de la consommation mondiale : 50% pour la Chine et 10% pour l'Inde. Ces deux pays connaissent une forte croissance économique, mais misent de plus en plus sur les énergies renouvelables. L'empire du Milieu enregistre des progrès significatifs. L'Amérique du Sud et l'Afrique (sans l'Afrique du Sud) consomment très peu de charbon.



Filiasob/Riva Press/af



Filiasob/Riva Press/af

Les pays en développement lancent des appels d'offres publics portant sur l'approvisionnement énergétique. Le pétrole et le charbon en ressortent perdants.

souvent trop faible ou alors trop cher. Il faut donc des fourneaux ainsi que des combustibles plus efficaces et plus propres», note Reto Thönen. C'est l'une des priorités de l'Alliance mondiale pour des cuisinières propres qui observe, en outre, que de plus en plus de ménages utilisent les fourneaux et les combustibles disponibles sur le marché. Le gaz, que l'Inde compte par ailleurs

fournir à 50 millions de familles d'ici à trois ans, peut par conséquent remplacer le bois. Il ne nuit pas plus que ce dernier au climat, selon les études détaillées de Shonali Pachauri, chercheuse à l'Institut international d'analyse appliquée de systèmes, en Autriche. En effet, cuisiner avec la biomasse implique souvent une mauvaise combustion et une plus grande consommation



Myriam Abdeleaziz 2017/Reflux/afef

Panneaux solaires en Inde, informations via la radio (à gauche) et installations de biogaz au Kenya: les énergies renouvelables constituent une ressource essentielle pour réduire la pauvreté et protéger l'environnement.

d'énergie. Autrement dit, le gaz se révèle plus efficace.

Le soleil et le vent plus performants que le pétrole

Une réglementation appropriée constitue également un facteur de succès essentiel dans la lutte contre la pauvreté énergétique, d'après les experts de la DDC et du SECO. Dans le cadre de programmes de la Banque mondiale, le Chili et l'Uruguay ont, par exemple, lancé des appels d'offres publics afin d'obtenir la meilleure proposition en matière d'approvisionnement en énergie. Ce ne sont ni le pétrole ni le charbon qui l'ont remporté, mais des technologies solaires et éoliennes.

Le prix de l'énergie pour les consommateurs joue aussi un rôle important. «Le courant doit être abordable, mais aussi rentable. Dans le cas contraire, le système ne peut pas fonctionner à terme», fait remarquer Guy Bonvin. Des tarifs permettant de couvrir les frais n'excluent toutefois pas l'octroi de rabais ciblés, accordés aux plus démunis. Ils peuvent prendre la forme d'aides

sociales directes ou de plans tarifaires avantageux pour la première tranche utilisée. L'expérience montre que les gens sont parfaitement capables de fixer leurs propres priorités en matière de consommation d'électricité.

Quant à savoir s'il est possible de fournir à tous de l'énergie et des cuisinières propres d'ici à 2030, nul ne saurait le dire. Dans l'ensemble, le premier objectif semble plus réalisable que le second et les chances d'y parvenir sont bien meilleures en Asie qu'en Afrique.

Une chose est sûre, affirme Guy Bonvin: «Le système de l'arrosier ne suffira pas.» Il faut des projets d'envergure, ainsi que des efforts et des investissements bien plus substantiels que ceux consentis jusqu'à présent. ■

(De l'allemand)

Abolir les subventions aux énergies fossiles

À l'échelle mondiale, l'énergie fossile est subventionnée à raison de 400 à 700 millions de dollars par an (baisse des prix de l'essence à la colonne, par exemple). Lancé par la Banque mondiale et soutenu par le SECO, le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique vise à réformer ou à abolir ces subventions, ceux-ci entravant la compétitivité des énergies renouvelables et n'ayant que peu de retombées sociales. Il fournit également une aide technique afin de favoriser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les pays en développement.

« L'accès insuffisant à l'énergie entrave la lutte contre la pauvreté »

Si les pays en développement exploitaient les sources propres qu'ils recèlent, ils pourraient combler leurs besoins en électricité sans recourir aux carburants fossiles. Boaventura Cuamba, professeur spécialisé dans les systèmes d'énergies renouvelables au Mozambique, en est convaincu. Entretien réalisé par Jens Lundsgaard-Hansen.



Eric Nathan/Loop Images/air



Boaventura Cuamba est professeur à l'Université Eduardo Mondlane à Maputo, la capitale du Mozambique. Il est spécialisé dans les systèmes d'énergies renouvelables. Après avoir étudié en Allemagne (Université Friedrich Schiller, Iéna) et en Grande-Bretagne (Université de Northumbria, Newcastle), il a participé à de nombreux programmes de formation et de recherche nationaux et internationaux. Ses travaux portent sur l'énergie, le développement technologique, les structures politiques, les gaz à effet de serre et la protection du climat.

Vent, océans, soleil, géothermie : comme le Mozambique, la plupart des pays en développement possèdent un énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables de par leur situation géographique.

Un seul monde : Au Mozambique, la majorité de la population vit sans électricité. Quel est le rôle de l'accès à l'énergie dans la lutte contre la pauvreté ?

Boaventura Cuamba : Au Mozambique comme ailleurs, l'énergie est nécessaire pour couvrir la plupart des besoins fondamentaux et ainsi lutter contre la pauvreté. Ceux-ci comprennent l'accès indispensable à l'eau, l'éclairage, les communications, les transports, le travail du sol et bien d'autres encore. Le manque d'électricité limite fortement la réduction de la précarité.

Quels sont les principaux défis à relever pour assurer un meilleur approvisionnement énergétique à un maximum de personnes ?

Les défis et les obstacles sont nombreux. Pour commencer, il y a la géographie : le Mozambique

est un vaste pays, relativement peu peuplé. Quelque 25 millions de personnes vivent sur une superficie de 800 000 kilomètres carrés. À la campagne, la population est très dispersée. Les infrastructures sont minimales et les revenus très bas au regard de ceux des villes. Autre point : les énergies renouvelables pour tous constituent un sujet nouveau. Jusqu'à présent, celui-ci a peu été abordé, que ce soit dans les pays en développement ou au sein des organisations internationales. Pourtant, il n'y a pas que des embûches. Le potentiel est énorme.

À quelles ressources, en particulier, pensez-vous ?

De par leur situation géographique, la plupart des pays en développement présentent un grand potentiel en énergies renouvelables, notamment dans le solaire. L'eau, l'air, les océans et la géo-

thermie ne sont d'ailleurs pas en reste. Si les États exploitaient ces richesses, ils auraient accès à l'énergie sans recourir aux carburants fossiles. Se procurer les capitaux nécessaires et le savoir-faire technologique n'est, bien sûr, pas une mince affaire. Une collaboration active entre pays développés et moins avancés permettrait de surmonter ces écueils. L'initiative « Énergie durable pour tous » de l'ONU en constitue un bon exemple.

Comment peut-on donc alimenter en énergies renouvelables les régions pauvres d'Afrique et d'Asie du Sud ?

Chaque pays fait face à des difficultés spécifiques, qui peuvent être d'origine socio-économique ou culturelle. Il importe d'en tenir compte. De manière générale, l'implémentation des énergies renouvelables devrait passer par le secteur privé. Cela aurait, certes, un coût élevé dans les régions rurales pauvres. Mais les différents acteurs – le secteur privé, de même que les gouvernements et les ONG – doivent œuvrer de concert pour accélérer le développement des sources propres. Ne poursuivant pas de but lucratif, les ONG pourraient, par exemple, distribuer, dans les régions rurales défavorisées, les produits du secteur privé à des prix abordables.

L'accès à l'énergie passe par des investissements considérables. Comment financer les projets ?

Le financement revêt une importance primordiale. Aucun modèle à lui seul ne peut couvrir l'ensemble des besoins. Des crédits importants pour des réseaux électriques locaux se justifient dans les régions où les revenus de la population garantissent leur utilisation. Les microfinancements conviendront, eux, aux personnes qui ont plutôt besoin de « systèmes en îlotage », soit des installations exploitées indépendamment du réseau électrique. Les fonds pour le climat sont également essentiels, car la promotion des renouvelables peut atténuer les effets du changement climatique. Ceux consacrés aux investissements énergétiques sont tout aussi importants, l'accès à l'énergie étant un but en soi. Les sources propres peuvent non seulement contribuer à la protection du climat, mais sont aussi fondamentales dans la réduction de la pauvreté et le développement d'un pays.

Quelle influence les gouvernements peuvent-ils exercer à travers les réglementations ?

Les États devraient créer les conditions-cadres permettant une bonne collaboration entre le secteur privé et les ONG. Des mesures d'incitation appropriées sont également très importantes pour



Oshie Oberndorfer/laif

L'accès à l'énergie représente un défi au Mozambique, pays vaste et relativement peu peuplé. Les ruraux y vivent de manière très dispersée et les infrastructures sont souvent insuffisantes.

promouvoir les renouvelables. Au Mozambique, elles font défaut. Des encouragements fiscaux pourraient, par exemple, contribuer à diminuer, voire abolir les droits de douane ou la taxe sur la valeur ajoutée. Le recours aux énergies propres pourrait, en outre, réduire l'importation de carburants fossiles. Il mériterait aussi d'être soutenu.

L'argent ne fait pas tout. Quels autres instruments entrent en ligne de compte ?

Transmettre à la population et aux entreprises les connaissances acquises en matière d'énergies renouvelables constitue une incitation non fiscale. Il s'agit notamment de diffuser l'information sur le marché, d'approfondir les compétences des industriels et de faciliter la création d'entreprises. Au Mozambique, ces efforts n'en sont qu'à leurs balbutiements. Je crains que d'autres pays ne soient pas plus avancés. Les possibilités d'améliorations sont nombreuses. ■

(De l'anglais)

Mégaprojets

Seule une minorité de la population mozambicaine bénéficie d'un accès à l'énergie : 25 à 40%, selon les statistiques. Boaventura Cuamba estime le potentiel des énergies renouvelables à quelque 27 gigawatts (GW). À titre de comparaison, la puissance de la centrale nucléaire de Leibstadt, en Argovie, avoisine 1 GW. En Afrique, c'est la force hydraulique qui recèle le potentiel le plus élevé, avec 16 GW. Environ 2,3 GW sont déjà installés et plusieurs grands barrages sont à l'étude. Cette année devrait aussi marquer le début de la construction de la première grande centrale solaire au Mozambique. Son financement est assuré par la Société nationale d'électricité, des institutions norvégiennes, la Banque mondiale et le Fonds de développement des infrastructures de l'Afrique émergente.

Gagner plus avec moins d'énergie

La production de briques en Amérique latine rime souvent avec fumée noire, odeur âcre, dur labeur et rendement moindre. Un projet de la DDC recourt à des moyens simples pour augmenter l'efficacité énergétique et les revenus, mais aussi préserver la santé des employés et le climat.



DDC (2)



La DDC améliore la production de briques en Amérique latine depuis 2010. Ce projet permet de réduire l'impact environnemental et d'augmenter les revenus des familles.

(jlh) En Amérique latine, un demi-million de personnes travaillent dans la production de briques. Près de la moitié des briqueteries sont de petites entreprises familiales et informelles. Elles utilisent tout ce qui brûle – bois et charbon, mais aussi déchets et vieux pneus – pour chauffer leur four. Le recours à de tels combustibles est lourd de conséquences : une fumée âcre et des particules de suie toxiques détériorent la santé des familles, mais aussi la qualité de l'air environnant. La production et la consommation d'énergie sont mauvaises, les revenus restent bas et le travail des enfants n'est pas rare. Le potentiel d'amélioration est immense.

De la construction du four au financement

Depuis 2010, la coopération suisse améliore l'efficacité énergétique des petites briqueteries dans sept pays d'Amérique latine. « L'essentiel consiste à optimiser la combustion et la circulation de l'air. Souvent, il suffit d'installer un petit ventilateur bon marché », explique Patrick Sieber, responsable du projet à la DDC.

Cette intervention légère permet à elle seule d'économiser jusqu'à 30% d'énergie. Des fours fermés, dotés d'une cheminée, peuvent réduire, quant à eux, la consommation de moitié. Avec, pour corollaires, une diminution des coûts, une meilleure qualité des briques et une hausse des

revenus. « Ce dernier élément est le plus important pour des familles souvent dévotées », relève Patrick Sieber. Autres points positifs : les émissions toxiques s'estompent, l'air devient respirable et la santé des travailleurs est préservée.

Le projet, qui comprend le financement de ventilateurs et de fours améliorés, a trouvé un écho sur le marché. Les familles n'ayant que rarement accès aux banques, il fait appel à des bailleurs de fonds locaux, telles que les coopératives de crédit. Un ventilateur est amorti en moins de six mois et un four optimisé en deux à trois ans : une chance autant pour les prêteurs locaux que pour les travailleurs qui investissent.

Le projet s'est achevé fin 2016. Plusieurs milliers de briqueteries ont accru leurs revenus de quelque 10 millions de dollars par an et réduit de 900 000 tonnes leurs émissions annuelles de CO₂. Un programme ultérieur doit s'attaquer à d'autres matériaux de construction et améliorer encore les normes environnementales et sociales de ce secteur informel. ■

(De l'allemand)

Du Mexique à l'Inde

Mis en œuvre par Swisscontact, le projet de la DDC a été mené dans les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Mexique et Pérou. Un vaste réseau d'échange et des cours de formation ont permis de transmettre les connaissances. Aujourd'hui, ce projet sert de modèle dans le cadre d'une initiative de la Coalition pour le climat et l'air pur, dont la DDC est membre. L'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la production de briques à l'échelle mondiale. Des programmes similaires ont cours en Afrique du Sud, au Népal et en Inde.

Des panneaux solaires pour éclairer les familles rurales

Les petits systèmes solaires décentralisés sont un excellent moyen de fournir de l'électricité aux habitants des régions périphériques d'Afrique et d'Asie du Sud. La société Mobisol en a installé 70 000 en Afrique de l'Est, équipant surtout les foyers. Quelque 350 000 personnes bénéficient ainsi de l'électricité.



En plus des petits systèmes solaires, le projet de Mobisol offre aux ménages et aux commerces (à gauche, une vendeuse rwandaise) trois ans d'entretien ainsi qu'une formation.

(jlh) Les panneaux solaires permettent d'alimenter plus que quelques lampes. Tout l'éclairage d'une maison ainsi que la recharge de divers appareils électriques, tels que radio, réfrigérateur et ordinateur portable, sont possibles.

Les petits systèmes domestiques de Mobisol sont des installations en îlotage, exploitées indépendamment du réseau électrique. Ils permettent une alimentation autonome dans les zones rurales en particulier. Grâce à eux, les familles peuvent lire après la tombée de la nuit, conserver les aliments au frais ou s'informer via la télévision ou Internet. Enfants et adultes voient ainsi leur quotidien transformé.

Concept novateur

La plate-forme suisse REPIC a soutenu le projet pilote de Mobisol lancé en 2012 au Kenya et en Tanzanie. Après avoir fait leurs preuves, les installations solaires ont essaimé dans les zones rurales les plus pauvres du Kenya, du Rwanda et de la

Tanzanie. Très peu de gens dans ces régions ont accès à l'électricité. Ils utilisent des lampes à kérosène nocives pour la santé, des générateurs à diesel et des batteries afin de s'éclairer.

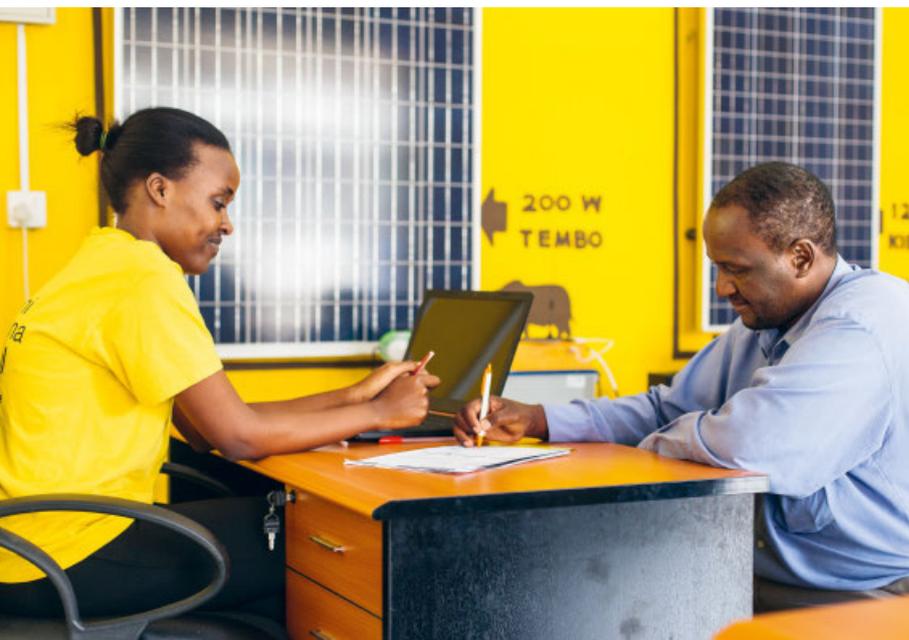
Installation gratuite

Les systèmes de Mobisol sont basés sur les nouvelles technologies. « Nous ne sommes pas une ONG, mais une entreprise privée à caractère social », souligne Thomas Gottschalk, directeur général de la société. « Nous répondons aux défis du marché en Afrique de l'Est, tels que le faible pouvoir d'achat ou le manque d'infrastructures, par des solutions innovantes. » La recette est composée de divers ingrédients :

- **Technique** : Des panneaux solaires modernes et robustes permettent de produire suffisamment d'électricité pour un ménage ou une petite entreprise. Leur installation est gratuite.
- **Microfinancement** : Les clients paient leur équi-

Coup de pouce aux énergies vertes

Par le biais de la plate-forme REPIC, la DDC, le SECO, l'Office fédéral de l'énergie et celui de l'environnement soutiennent le démarrage de projets internationaux novateurs dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Les propositions doivent émaner d'une organisation privée suisse et répondre à un besoin local. Durant la phase pilote (2011/2012) du projet Mobisol, cent systèmes solaires décentralisés ont été installés. Grâce à la lumière électrique, les enfants ont consacré deux fois plus de temps qu'auparavant à leurs devoirs scolaires. www.replic.ch



À eux seuls, les panneaux solaires ne suffisent pas. Un service à la clientèle compétent est nécessaire.

pement en 36 mois et règlent leurs factures par téléphone mobile. Après trois ans, les panneaux leur appartiennent.

- **Maintenance** : Une assistance téléphonique gratuite et trois ans d'entretien sont inclus dans le prix. Un modem transmet en continu toutes les données techniques à l'entreprise et facilite ainsi la maintenance grâce à l'informatique.
- **Service** : Un réseau d'assistance technique et 50 points de vente ont été créés. Un millier de professionnels ont été formés et certifiés. En cas de besoin, ils interviennent sur place en moins de 48 heures.

Une chance unique pour l'Afrique

Ces installations décentralisées conviennent non seulement aux ménages, mais également aux centres de santé, aux petites entreprises et aux établissements scolaires. Une école tanzanienne s'est, par exemple, récemment équipée de panneaux solaires. La lumière facilite désormais le travail des mille élèves et des enseignants. Internet leur ouvre, de plus, une porte sur le monde. Quant à la coiffeuse du village et au patron du café local, ils peuvent offrir plus de services et gagner davantage. Environ un tiers des clients de Mobisol ont amélioré leur revenu grâce aux petits systèmes solaires. Des plates-formes comme « Éclairer l'Afrique » ou des programmes, au Bangladesh notamment, réalisent des projets similaires. En Afrique, Mobisol collabore avec des partenaires nationaux et internationaux. Au Rwanda, dans le cadre d'un projet avec le gouvernement et l'Union européenne,

l'entreprise prévoit d'installer 50 000 centrales solaires, dont un millier au sein des établissements scolaires. À la maison ou à l'école, plus de 600 000 personnes en profiteront. Seuls 10% des Rwandais vivant à la campagne ont l'électricité.

Au Kenya, peu d'habitants y ont accès. Dans ce pays, Mobisol est partenaire de l'initiative *Business Call to Action*, soutenu notamment par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). D'ici à 2020, la société entend fournir des panneaux solaires à 800 000 personnes et à 50 000 petites entreprises. Ce projet doit créer 150 emplois et réduire les émissions de CO₂ de 100 000 tonnes par an.

« L'exploitation de l'énergie solaire offre aux nations africaines l'occasion unique d'éviter les erreurs commises par les pays industrialisés et d'assurer leur développement sans nuire à l'environnement et au climat », affirme Thomas Gottschalk.

Une stratégie obsolète

Nombre de pays africains appliquent encore la stratégie classique, qui consiste à produire l'électricité dans de grandes centrales et à la distribuer via un réseau très large. Cette méthode est relativement coûteuse et présente des avantages dans les villes et les régions densément peuplées, à condition que la production soit stable et le courant abordable.

La situation est différente dans les zones où la population est moins dense. Dans ces régions, les habitants attendent le plus souvent en vain l'arrivée du réseau. « Ils passent toute leur existence sans électricité et sans les avantages qu'elle procure », note le PNUD dans sa nouvelle stratégie 2017-2021 consacrée aux énergies renouvelables.

La production d'électricité décentralisée et renouvelable représente donc une option toujours plus intéressante. Selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, les petits réseaux locaux d'électricité et les solutions indépendantes du réseau devraient gagner du terrain d'ici à 2030 dans les zones rurales. ■

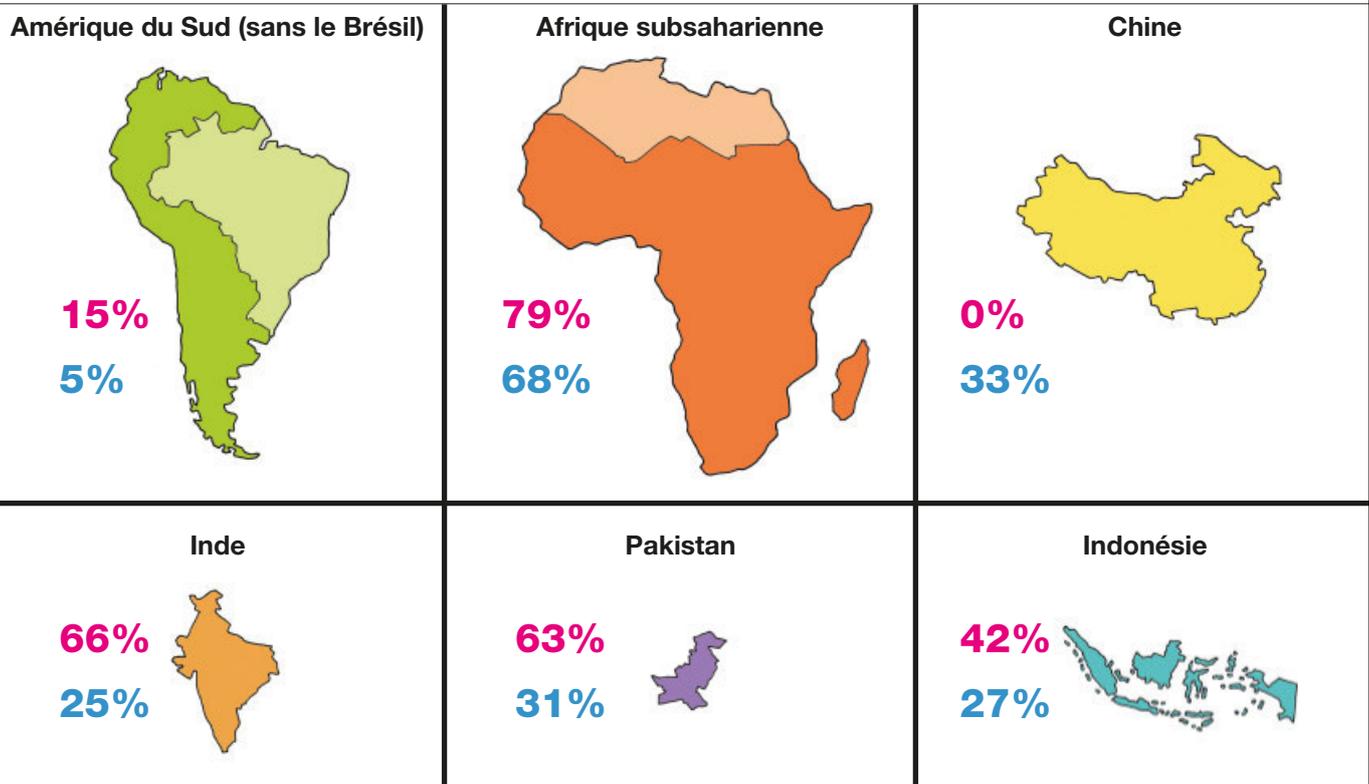
(De l'allemand)

Progression des sources durables

Le monde produit toujours plus d'électricité. En 2015, plus de la moitié des nouvelles installations reposaient, pour la première fois, sur des énergies renouvelables. Pour la première fois également, les sommes investies dans le solaire et l'éolien se sont révélées plus élevées dans les pays en développement que dans les États industrialisés. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les prix des panneaux solaires ont diminué d'environ 60% entre 2009 et 2015 et leur baisse devrait se poursuivre.

Faits et chiffres

Les habitants sans accès à l'énergie (en % de la population)



- Sans électricité
- Sans cuisinière propre

Source : PNUD, « Action for Energy »



Liens et informations

- Programme des Nations Unies pour le développement : www.undp.org/content/undp/fr/home/ et www.action4energy.org
- Banque mondiale : www.banquemondiale.org, « Thèmes », « Énergie » (projets, données, etc.)
- Agence internationale de l'énergie : www.iea.org
- Programme « Énergie durable pour tous » : www.se4all.org
- Programme « Éclairer l'Afrique » : www.lightingafrica.org
- Alliance mondiale pour des cuisinières propres : www.cleancookstoves.org

Projections pessimistes

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), des centaines de millions de personnes aujourd'hui privées d'électricité y auront accès à l'horizon 2030. Si presque tous les habitants d'Asie du Sud en profiteront, quelque 600 millions d'Africains n'auront pas cette chance, en raison de la croissance démographique

galopante. À l'échelle mondiale, 2,5 milliards de personnes, dont plus de 1,5 milliard en Asie, ne disposeront pas de cuisinière propre. Swissaid juge ces prévisions trop pessimistes, car elles sous-estiment le rôle futur des énergies renouvelables. L'AIE a annoncé vouloir mettre à jour ses données concernant l'accès à l'énergie cette année.

Citation

« L'énergie durable est le fil rouge qui relie la croissance économique, l'équité sociale et nos efforts dans la lutte contre le changement climatique. »

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, 18 janvier 2016

Les jeunes pousses palestiniennes renouvellent l'économie locale

De nouveaux entrepreneurs et investisseurs font vibrer Ramallah depuis peu. Leurs start-up se taillent un succès grandissant dans la conquête du cybermonde. D'Aude Marcovitch, à Tel-Aviv*.



Ci-dessus: Cemal/Rebutal

La difficile collaboration israélo-palestinienne

« Si Israéliens et Palestiniens de la haute technologie décidaient de travailler ensemble, entre l'accès des uns aux États-Unis et à l'Europe et l'accès des autres aux pays arabes, ils pourraient conquérir le monde. » Cette réflexion de Shadi Atshan, directeur de Leaders qui développe le premier parc technologique en Palestine, est aussitôt tempérée par un constat : Israéliens et Palestiniens ne se rencontrent quasiment plus, ne se connaissent plus. Le conflit politique rend les collaborations en affaires très difficiles. Pourtant, quelques entreprises cherchent à dépasser les frontières, comme Freightos, une compagnie israélienne de transport international dont les réservations s'effectuent sur Internet. La majorité de ses développeurs sont à Ramallah. Freightos y a trouvé à la fois des compétences et une main-d'œuvre meilleur marché qu'en Israël. Il est devenu un important employeur dans le secteur de la haute technologie en Palestine, permettant un transfert des savoirs.

À côté de l'économie traditionnelle, de nombreux entrepreneurs se taillent un succès croissant dans la conquête du cybermonde à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne.

Lorsque Khaled Abu El Khair nous reçoit dans les bureaux de sa petite entreprise à Ramallah, il a la parole rapide et l'emploi du temps serré. Il y a deux ans, son projet de start-up dans les nouvelles technologies a pris forme avec le lancement de Pinchpoint. Des développeurs, des designers graphiques et un responsable qualité – dix employés au total, dont quatre femmes – s'activent à faire de cette entreprise un acteur du jeu virtuel dans le cybermonde.

Natif de Jérusalem, Khaled Abu El Khair a étudié l'ingénierie électronique à l'Université de Bir Zeit, à Ramallah, avant d'être engagé par une société américaine de semi-conducteurs et d'être exposé à la compétition internationale avec de courts séjours professionnels aux États-Unis, en Europe et en Corée. Finalement, il a créé sa société en Palestine. Depuis une poignée d'années, les technologies de l'information s'y développent : un écosystème encore à l'état balbutiant, mais où l'on trouve des entrepreneurs enthousiastes et créatifs, ainsi que des fonds d'investissement locaux. Pinchpoint, Yamsafer,

Mashviser, Socialdice, Kenzwoman, Souktel sont devenus autant de succès.

Environ 3500 étudiants sortent, chaque année, diplômés en technologies de l'information des sept universités palestiniennes. Plusieurs centaines d'entre eux vont chercher à lancer leur start-up avec, au final, un petit nombre d'élus réussissant à transformer leurs idées en entreprises viables. À leur portée dans le monde arabe : un bassin potentiel de 130 millions d'internautes et de 250 millions usagers de smartphones. Selon le fonds d'investissement palestinien Ibtikar, l'arabe est désormais la troisième langue utilisée sur Internet à travers le monde. Parmi les arabophones du Moyen-Orient, les Palestiniens sont en compétition avec les Jordaniens et les Libanais. En revanche, les pays du Golfe, gourmands utilisateurs de haute technologie, sont peu présents dans l'entrepreneuriat créatif.

Déplacements difficiles

Si les Palestiniens ont soif de s'aventurer dans les affaires cybernétiques, ils restent entravés dans leurs

déplacements. Ils peinent, de plus, à faire entrer en Cisjordanie des talents de l'étranger, Israël gardant le contrôle de la frontière avec la Jordanie et décidant de l'octroi des visas. C'est essentiellement à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne à quelques kilomètres de Jérusalem, que se développe ce bouillonnement technologique. Les

pose d'un des meilleurs carnets d'adresses palestiniens au sein de la branche. Lors des week-ends start-up, « des développeurs, des designers et des gens issus de la gestion d'affaires doivent former des équipes réunissant ces trois catégories, développer des idées, puis les présenter devant un panel de juges qui décidera de la viabilité du projet », explique



Quelque 3500 étudiants sortent, chaque année, diplômés en technologies de l'information des sept universités palestiniennes – ici, celle de Bir Zeit.

Palestiniens qui peuvent accéder à Israël doivent détenir un permis (de travail ou de court séjour) et la sortie se fait via l'aéroport d'Amman, en Jordanie. La situation est beaucoup plus sévère pour les Palestiniens de Gaza, dont le territoire est soumis à un blocus israélien et égyptien. Les départs, possibles uniquement par l'Égypte, s'effectuent au comptegouttes et de manière irrégulière.

Pour aider les jeunes pousses palestiniennes à prendre leur envol, des incubateurs, des accélérateurs, des week-ends start-up et des fonds d'investissement se multiplient.

George Khadder a déjà coorganisé dix week-ends start-up à la recherche de talents à Ramallah, à Naplouse, à Bethléem, à Jérusalem, mais aussi à Nazareth et à Tel-Aviv. Il est parti étudier aux États-Unis, a ensuite travaillé treize ans dans la Silicon Valley avant de revenir à Jérusalem en 2010 pour participer aux nouvelles expériences de haute technologie dans la région. Cofondateur de Peeks, une organisation communautaire visant à fortifier l'entrepreneuriat dans les hautes technologies, il dis-

George Khadder. Désormais, il planche sur un projet mêlant politique participative et nouvelles technologies. Sa start-up Circle out, disponible sur une plate-forme Internet et sur application mobile, met en lien les membres d'une communauté locale et leurs représentants. Ainsi, les habitants d'une commune pourront signaler à leurs autorités politiques, en temps réel, que les poubelles n'ont pas été ramassées à tel endroit ou qu'il y a un nid-de-poule sur une route.

Impact social

Tout comme Khaled Abu El Khair, Saed Nashef est un pionnier: il a ouvert le premier fond d'investissement privé pour les sociétés innovantes de haute technologie en Palestine. C'est lui qui a donné un gros coup de pouce à Khaled Abu El Khair et à ses collaborateurs. « Nous étions quelques amis qui aimions créer des jeux en ligne », raconte Khaled. « Nous faisons cela à côté de notre travail. Puis, lors d'un programme d'accélération, on nous a aidés à structurer nos idées et à monter notre

La Palestine en bref

Nom
Territoire palestinien occupé, qui comprend la Cisjordanie, y inclus Jérusalem-Est, et la bande de Gaza

Régime politique
Démocratie parlementaire, mais le Parlement n'a pas siégé depuis 2007

Capitale
Jérusalem-Est (proclamée), Ramallah (siège de l'administration)

Superficie
6520 km² (Bande de Gaza, 365km²)

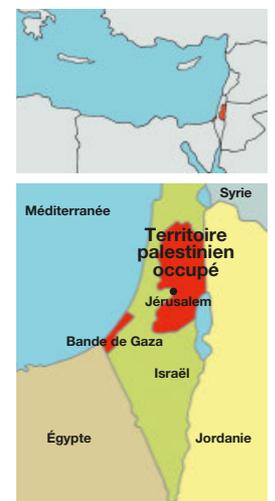
Population
4,93 millions (Gaza: 2 millions, Cisjordanie: 2,93). La moitié des habitants ont moins de 18 ans

Taux de chômage
26,9% (42% à Gaza)

Importations
Pétrole, énergie électrique, gaz, produits agricoles et agroalimentaires, équipements électriques et mécaniques, médicaments, véhicules

Exportations
Fruits et légumes, pierres

Taux de pauvreté
34,5%, selon une estimation de l'ONU en 2014 (le recensement de 2017 permettra une réactualisation)





Lors de « week-ends start-up », les entreprises de haute technologie nouent de précieux contacts avec les investisseurs et des collaborateurs potentiels.

Le monde virtuel prisé à Gaza

À Gaza, petit territoire coincé entre Israël et l'Égypte, l'accès au monde virtuel est aussi prisé. L'ONG américaine Mercy Corps y a créé l'accélérateur Skygeeks et un pôle technologique. Prochain lancement : une « académie de codage » pour former de nouveaux ingénieurs de logiciels. Skygeeks, qui s'enorgueillit d'avoir 50% de femmes dans ses programmes, a notamment permis le lancement de 5QHQH et de Mockapp. Le premier, dont l'acronyme est symbolique d'un grand rire, est une plateforme qui partage des vidéos de situations cocasses. Le second met en contact des designers graphiques et leurs potentiels clients. Parmi les autres succès de Gaza, Baskalet. La société, qui propose des jeux à la tonalité culturelle arabe, est en vogue dans tout le Moyen-Orient. Zumrod, spécialisé dans les cosmétiques, a, lui, attiré le plus gros investissement des start-up gazaouies.

entreprise.» Dans un premier temps, le fonds de Saed Nashef, Sadara Ventures, leur a versé 50 000 dollars début 2015. Le deuxième versement de 500 000 dollars leur a permis de créer de nouveaux jeux et de poursuivre leur développement.

Lorsque Saed Nashef, né à Jérusalem, est revenu des États-Unis en 2007 après y avoir vécu dix-huit ans, il ne pensait séjourner qu'un an en Palestine. Mais, à force de rencontrer des talents et d'observer les prémices de la scène technologique à Ramallah, il a décidé d'y investir à son tour son énergie. Cet ingénieur en logiciel disposait d'un solide bagage (six ans chez Microsoft, puis une multitude d'expériences dans des jeunes entreprises américaines) avant de lancer Sadara Ventures en 2011. « L'idée du fonds n'est pas seulement d'obtenir un retour financier, mais d'avoir également un impact social et de créer des emplois pour que l'économie palestinienne se développe durablement », souligne Saed Nashef. Le fonds a investi dans six entreprises qui engagent, au total, quelque 220 personnes.

Si Saed Nashef reconnaît l'important réservoir de talents parmi les jeunes Palestiniens, il constate aussi des obstacles. Bien que nombreux, les jeunes diplômés ne possèdent pas les outils adéquats pour entrer en compétition sur le marché mondial, le niveau effectif de l'enseignement étant trop bas. L'autre difficulté est de faire venir des spécialistes issus du monde arabe auxquels Israël n'octroie pas de visas pour rejoindre Ramallah.

Shadi Atshan dresse le même constat. L'esprit vif, l'allure dynamique, ce jeune Palestinien est le directeur de l'organisation Leaders, fondée en 2002 pour développer le premier parc technologique de Palestine. Parmi ses partenaires, l'on compte des États, des institutions et des organisations (Union

Européenne, États-Unis, France, ONU, International Youth Fundation). Leaders a mis sur pied le premier accélérateur dédié aux entreprises palestiniennes. « Son programme dure quatre mois. À chaque tour, on reçoit 200 inscriptions, contre une vingtaine il y a quatre ans », indique Shadi Atshan. Ses attentes pour qu'une équipe intègre l'accélérateur : « On a besoin qu'elle comprenne à la fois des développeurs et des gens issus du marketing, que son idée soit facile à mettre en œuvre sur le marché mondial et qu'elle ait un potentiel de profit. » Depuis 2013, l'accélérateur a financé 18 entreprises, mais seules 30 à 40% ont survécu et connu le succès.

Ibtikar est un autre fonds d'investissement créé récemment. Il soutient les jeunes pousses palestiniennes et travaille de concert avec les accélérateurs. « Nous comblons l'écart avec les fonds qui octroient des sommes à des compagnies déjà en train de se développer, en aidant des petites structures à un stade précoce », indique la vice-directrice, Ambar Amleh. La fierté de la jeune femme est de préciser que Ibtikar vit essentiellement d'investissements privés et non pas de dons. Que ce soient des hommes d'affaires palestiniens, jordaniens ou koweïtiens, des institutions palestiniennes (la Compagnie arabo-palestinienne d'investissement, la Banque de Palestine) ou des entreprises locales (Jawwal, Paltel), « ils veulent voir un retour sur investissement, parce qu'ils croient au développement de la haute technologie en Palestine », conclut Ambar Amleh. ■

*Aude Marcovitch est journaliste. Basée à Tel-Aviv, elle est la correspondante en Israël et en Palestine pour la Radio Télévision Suisse (RTS). Elle est l'auteure de « Israël, les blessures d'un destin » (éditions Nevicata).

Sur le terrain avec...

Véronique Hulmann, cheffe de mission de la coopération suisse en Cisjordanie et dans la bande de Gaza

Pour rejoindre mon bureau à Jérusalem-Est, je traverse chaque matin des quartiers encombrés. Je croise des groupes de filles et de garçons qui se rendent à l'école. Les vendeurs de café ambulants se faufilent à travers les voitures. Les livreurs accrochent les pains frais à l'entrée des magasins qui n'ont pas encore ouvert leurs portes. Hormis ces quelques scènes quotidiennes, je ne connais pas la routine. La monotonie n'existe pas dans le Territoire occupé palestinien.

À mon arrivée au travail, je lis les informations et découvre les problèmes à résoudre, tout en sachant que de nombreux autres surviendront au fil des heures. Depuis le début de mon mandat voici plus de trois ans, nous n'avons jamais pu avoir une réunion avec tous les membres de l'équipe. La Cisjordanie, Jérusalem-Est, Gaza sont entourés de barrières, de murs ou de checkpoints. Nous devons sans cesse obtenir de nouveaux permis pour franchir ces obstacles – un vrai casse-tête. Violences, attaques au couteau, manifestations, tirs de roquettes affectent, de surcroît,



DDC

provoquant des inondations. L'été, le soleil brûle sur la toiture. Il n'y a pas d'électricité. Dans la nuit noire, un des garçons est tombé et s'est blessé, raconte sa mère désespérée. Il faut dire que la structure se trouve dans un état désastreux: le sol est truffé de trous et le bois est cassé.

« Patience, résistance et empathie sont nécessaires pour réconcilier l'irréconciliable. »

nos déplacements au travail. La gestion de la sécurité du personnel constitue ma priorité première.

Dans ce contexte difficile, nous ne devons pas perdre le nord ni le moral ! Patience, résistance et empathie sont nécessaires pour réconcilier l'irréconciliable. La coopération suisse a pour mission de soutenir la création d'un État palestinien viable et démocratique, ainsi que les dynamiques de développement pérenne. Dans la perspective d'une paix durable, nous nous battons pour faire respecter les droits de l'homme et la dignité humaine. Près de trois ans après la guerre de 2014 dans la bande de Gaza, de nombreuses familles résident toujours dans des abris de fortune. J'ai rencontré récemment l'une d'elles, vivant dans une minuscule caravane. Les conditions y sont très difficiles. L'hiver, il fait froid et les pluies sont abondantes,

Le père a reçu les autorisations pour rebâtir sa maison. Il attend impatiemment du matériel pour entreprendre les travaux. Mais celui-ci n'arrive pas, en raison des restrictions sur l'importation d'équipements imposées par Israël, du manque de fonds internationaux pour la reconstruction et de la complexité des démarches administratives.

La DDC soulage les souffrances des communautés en attendant que des solutions soient trouvées au niveau politique. Elle contribue à l'aide internationale pour fournir de la nourriture aux plus démunis et satisfaire leurs besoins fondamentaux. Elle améliore les infrastructures municipales, en créant des espaces publics, en réhabilitant les routes, les puits, les pompes et en construisant des réseaux pour évacuer les eaux usées.

Nous devons apporter une lueur d'espoir et rendre la dignité à ces populations directement affectées par le conflit pour donner une chance à la paix. Ce sentiment d'urgence et cette vision d'un futur meilleur me motivent à me lever chaque matin. ■

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

Droits de l'homme, gouvernance et développement agroéconomique

La DDC s'engage en faveur d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, fondée sur une solution négociée à deux États. Elle assiste la population qui subit l'occupation israélienne et soutient les organisations des droits de l'homme. La coopération suisse promeut la bonne gouvernance et l'État de droit. Elle incite les communautés vulnérables à participer davantage aux processus de décision et renforce les capacités des autorités locales à fournir des services de base. Dans le secteur agricole, elle aide les petits paysans à améliorer leur productivité. À Gaza, en raison d'un taux de chômage record de plus de 40%, la DDC offre aux jeunes défavorisés une formation professionnelle et des emplois temporaires.

La saveur douce-amère de Jérusalem

Tous les dimanches, je me réveille avec la mission d'aller chercher les oncles âgés de ma mère dans la vieille ville de Jérusalem. Ils habitent dans la partie la plus ancienne du quartier musulman. Leur maison est pareille à un musée. Les dix chaises en bois qui meublent leur séjour ont au moins 100 ans. Elles ont été faites à la main par mon arrière-grand-père charpentier. Ce dernier a déserté l'armée ottomane à la fin du 19^e siècle et fui au Brésil avant de revenir dans sa ville adorée, où il s'est marié et a élevé neuf enfants.

Je me plonge avec passion dans l'histoire et les merveilles esthétiques de ce petit kilomètre carré qui constitue la vieille ville. Au fil des ans, celle-ci a captivé mon âme et mes cinq sens. Mes yeux brillent chaque fois que je contemple l'incroyable porte de Damas. Le parfum du *zaatar* et la vue du fromage fondu dans le *knafeh* de chez Ja'far, juste à côté, m'envoûtent.

Parfois, à la demande d'un ami, j'allume un cierge pour un proche malade dans l'église du Saint-Sépulcre ou récite une prière à la mosquée Al-Aqsa. La religion n'est pas un problème dans ma famille qui compte de nombreux mariages mixtes et vit dans des quartiers mixtes également. Mon principal souci, ce sont les soldats israéliens qui m'empêchent d'entrer dans les églises et les mosquées. Une fois, à la mosquée de Al-Aqsa, l'un deux m'a demandé de réciter un verset du Coran pour s'assurer que j'étais bien musulmane! En tant que Palestinienne, j'ai grandi avec les prières ainsi que les traditions musulmanes et chrétiennes. Israël semble avoir oublié que le patriarche arabe Sophrone a remis les clés de la

ville au calife Omar à son arrivée à Jérusalem et que les familles musulmanes Judeh et Nusseibeh sont les gardiennes du Saint-Sépulcre. Ces accords ont perduré pendant des siècles.

Au cours des cinquante dernières années d'occupation israélienne, des règles humiliantes ont été établies. Seuls les hommes de 50 ans et plus peuvent prier le vendredi à la mosquée Al-Aqsa. Les plus jeunes prient autour de la vieille ville fortifiée, alors que les Chrétiens sans carte d'identité de Jérusalem ou de permis spécial ne peuvent accéder à leurs églises.

En tant que femme, je ne crains pas de marcher dans les rues sans voile ou même en jupe courte ou en pantalon serré. Je peux assister à des pièces de théâtre, écouter des concerts dans les centres culturels ou sortir dîner avec mes amis dans les restaurants palestiniens. La jeunesse palestinienne est cosmopolite. Elle défie les traditions historiques, religieuses et politiques rigides. Mes amis et moi avons fait le choix de ne pas nous rendre à Jérusalem-Ouest à moins d'y être contraints pour des raisons administratives. Quant aux jeunes Israéliens, ils ne sortent jamais en soirée à Jérusalem-Est. Un mur transparent sépare les deux parties de Jérusalem, dite «entière et unifiée».



Zeina Ayyad, 24 ans, est titulaire d'un bachelor en droit de l'Université de Bir Zeit, en Cisjordanie. Bénévole dans plusieurs ONG, elle entend améliorer la situation des droits humains en Palestine. La jeune femme a remporté le concours de plaidoirie régional *Price Media Law Moot Court* au Caire, en 2015. Convaincue que le droit international constitue le meilleur outil pour mettre fin aux injustices sociales et politiques, elle a postulé auprès de plusieurs universités suisses et européennes afin d'y accomplir ses études post-grade.

J'ai toujours peur d'être retenue et interrogée par des soldats israéliens ou d'être harcelée par des colons juifs armés. C'est le côté obscur de la vie dans une ville divisée. C'est aussi ce qui tue la vie sociale des jeunes Palestiniens, Jérusalem-Est se transformant en cité fantôme dès huit heures du soir. Et

c'est ce sentiment d'insécurité politique qui conduit ma mère à me harceler de coups de fil pour que je rentre de bonne heure. «Maman, il est à peine dix heures. C'est le week-end et j'ai 24 ans. Laisse-moi tranquille.» «Ma chérie, on vient de tirer sur une fille au poste de contrôle de Kalandia.» «Mais Maman, c'est à dix kilomètres d'ici et, je te l'ai déjà dit, on ne vit qu'une seule fois!» Dans ces moments-là, je place mon portable en mode silencieux et savoure le goût doux-amer de Jérusalem. ■

(De l'anglais)



Jean-Paul Gauthier/Express-REA/AFIP

Protéger le toit du monde et ses habitants

Comment lutter contre le changement climatique dans l'Himalaya indien ? Difficile de répondre à cette question sans une base scientifique solide. Pour combler cette lacune, la DDC a lancé un projet en collaboration avec le Département indien de la science et de la technologie. L'objectif est aussi de renforcer la capacité de résilience des communautés locales.



Des données scientifiques sont récoltées sur les glaciers pour aider la population à lutter contre les effets néfastes du changement climatique.

(lb) Des milliers de langues de glace se détachent des sommets de l'Himalaya et s'enfoncent dans les vallées sinueuses de la région. Ces glaciers attirent des alpinistes du monde entier, mais aussi de nombreux scientifiques. Des données climatiques précises à leur sujet manquent encore toutefois. «Avant 2012, seuls quelques glaciers étaient surveillés de manière régulière par les chercheurs», explique Markus Stoffel, professeur à l'Université de Genève. Pourtant, ils revêtent une importance cruciale: ils alimentent les fleuves du Gange, de l'Indus et du Brahmapoutre, dont dépendent près de 1,5 milliard de personnes pour leur subsistance.

Aider les communautés de montagne

En 2012, la DDC, en collaboration avec le Département indien de la science et de la technologie, a lancé un projet pour collecter des données. Dans une première phase (2012-2015), la recherche s'est concentrée sur le district de Kullu, dans l'État de l'Himachal Pradesh. La seconde phase (2016-2019) porte sur toute la région de l'Himalaya indien, considérée comme la réserve écologique du pays. Objectif principal: jeter les bases scientifiques et proposer des mesures efficaces pour lutter contre le dérèglement climatique. «Nous voulons aider les communautés de mon-

tagne et la population en aval qui font face à des difficultés liées au réchauffement de la planète», souligne Mirjam Macchi, du Programme global Changement climatique de la DDC. Un consortium d'universités indiennes et suisses a établi un rapport sur la vulnérabilité climatique, les dangers et les risques.

Dans le cadre du projet pilote, des ateliers pour journalistes ont été organisés afin de les sensibiliser au changement climatique et à ses conséquences. Une cinquantaine de jeunes chercheurs indiens, parmi lesquels douze femmes, ont été formés en glaciologie et en hydrologie. «L'enseignement de niveau universitaire, qui dépend désormais des universités de Delhi et du Kashmir, ainsi que la mise sur pied de rencontres entre les autorités politiques des différents États de la région de l'Himalaya indien, sont deux autres éléments essentiels du projet», indique Mirjam Macchi.

Sur la base des données de recherche, le consortium d'universités a proposé quelques mesures visant à réduire les effets négatifs du changement climatique sur l'activité humaine dans le district de Kullu. Parmi celles-ci, un système d'alerte précoce dans la vallée de Parvati. ■

(De l'italien)

Alerte au plus vite

La fonte et le retrait des glaciers ont engendré la formation de nombreux lacs glaciaires dans la région de l'Himalaya. En raison de l'instabilité des berges, composées de moraine, le risque d'inondations et de glissements de terrain est important. Dans la vallée de Parvati (district de Kullu), le consortium d'universités indiennes et suisses a suggéré de surveiller les lacs glaciaires et de mettre en place un système d'alerte précoce moderne. Ce dernier permettra d'avertir et d'évacuer à temps près de 150 000 habitants de la région. Les communautés seront, par ailleurs, formées sur le comportement à adopter en cas de danger. www.ihcap.in

Combattre la pauvreté en renforçant la participation

Avec le soutien de la Suisse, deux provinces vietnamiennes font actuellement œuvre de pionnières de la démocratie locale et de la participation citoyenne. Les clés de la réussite : un engagement systématique des autorités et une approche participative à large échelle.



Les processus simplifiés de planification permettent à la population d'exprimer ses besoins. Ils renforcent la démocratie locale.

Un développement spectaculaire

Il y a 25 ans à peine, le Vietnam comptait parmi les États les plus pauvres du monde. Le gouvernement socialiste s'est alors lancé dans une réforme économique en profondeur. Par une ouverture graduelle de son marché, le pays s'est mué en atelier à bas coût pour les investisseurs étrangers. Son économie a alors connu un essor rapide, faisant reculer la misère. Alors que 53% de la population vivait encore sous le seuil de pauvreté en 1996, cette proportion est tombée à 20% en 2010. Aujourd'hui, avec un salaire par habitant proche de 2000 dollars par mois, le Vietnam fait partie des pays à revenu intermédiaire. D'ici à 2020, il pourrait même accéder au rang d'État industrialisé. Tous n'ont, cependant, pas profité de la croissance : de larges franchises de la population rurale, et les minorités ethniques en particulier, continuent de vivre dans le dénuement.

(cz) La scène se déroule dans le district de Tân Lạc, dans la province de Hòa Bình, au nord-ouest du Vietnam. Le reportage de la chaîne nationale VTV1 montre un petit groupe de paysans travaillant sur un canal d'irrigation à l'aide d'outils rudimentaires. « Les gens ont dessiné les plans et acheté les matériaux. Désormais, ils exécutent eux-mêmes les travaux », commente la journaliste. « Les pertes sont proches de zéro, car ce projet est le leur. »

La construction du canal a été financée par un fonds de développement communal, lié à un programme de la DDC qui a révolutionné la politique locale de Hòa Bình et de Cao Bang ces dernières années. En collaboration avec Helvetas, la coopération suisse promeut, depuis 2008, la participation citoyenne dans ces deux provinces septentrionales défavorisées qui regroupent un

grand nombre de minorités ethniques.

En sept ans, 800 000 villageois ont bénéficié d'environ 3500 projets. Grâce à un processus de planification participative simplifié, quelque 780 000 ménages ont pris part aux décisions qui les concernent, débouchant sur des solutions plus réalistes et mieux adaptées à leurs besoins. Par ailleurs, 105 000 paysans ont suivi plus de 4400 cours d'agriculture.

Confiance citoyenne renforcée

« Dans l'ensemble, le programme a atteint ses objectifs », estiment les responsables. Déployé dans 409 communes, il a permis de renforcer la confiance des gens en leurs propres capacités. Les décideurs locaux ont, de plus, pris conscience des avantages que présente l'implication citoyenne. Dans le système traditionnel vietnamien, stricte-

ment hiérarchisé, la participation des habitants a tout d'abord suscité l'incompréhension. «L'un des principaux défis consistait à convaincre les décideurs politiques de la plus-value que pouvait apporter notre approche», explique Steven Geiger, qui était responsable du programme de la DDC en 2016.

Il s'agit d'un processus à long terme. Les premiers succès remportés ont permis de gagner la confiance des autorités locales et de les convaincre d'augmenter petit à petit leur contribution financière. «Le soutien d'un partenaire est un indicateur de réussite», relève Samuel Wälty, responsable du bureau de coopération à Hanoï entre 2011 et 2015. Lors de la dernière année du programme, l'une des provinces a davantage participé aux coûts que la coopération suisse. Après son achèvement fin 2015, les gouvernements provinciaux ont décidé de le financer eux-mêmes et de le mettre en œuvre dans le cadre de leurs plans quinquennaux.

Réforme à large échelle

La volonté de voir l'approche acceptée et reprise par les autorités était au cœur du programme. «Nous avons voulu mettre en place des procédés et des instruments qui pourraient servir après la fin de notre engagement», fait remarquer Samuel Wälty. Il fallait donc qu'ils soient ancrés au niveau institutionnel, abordables pour pas moins de 200 communes et réalisables avec les ressources en personnel disponibles. «Le but était d'avoir de bons projets et non pas des procédures complexes», poursuit l'ancien collaborateur de la DDC. «Viser la perfection est trop coûteux pour les provinces et nécessite plus de temps que les autorités et les citoyens ne souhaitent investir.»

Un bailleur peut choisir de soutenir un programme limité à dix villages, avec un système de participation et des projets d'infrastructures sophistiqués qui sont accompagnés par des experts: «Dans ce cas, la province ne pourra jamais appliquer la même approche à toutes ses communes», indique Samuel Wälty. Ou il peut opter pour une réforme à plus grande échelle, allant moins en profondeur dans un premier temps.

Le programme de la DDC a montré qu'une large mise en œuvre avec des ambitions réalistes avait un impact plus important qu'une exécution limitée tendant à la perfection. L'objectif principal consiste, dès lors, à changer de paradigme, selon les responsables.

Au Laos aussi, l'approche fait son chemin

D'autres projets menés dans la région du Mékong peuvent désormais bénéficier de l'expérience ac-

cumulée au Vietnam. Au Laos, par exemple, la DDC soutient, depuis 2008, un fonds de lutte contre la pauvreté mis en place par le gouvernement en collaboration avec la Banque mondiale. «La Suisse contribue de manière importante au renforcement de l'approche participative», souligne Serge Oumow, responsable du programme Laos/Mékong à la DDC. Son aide vise les régions et les populations les plus démunies.



Si la population participe aux projets locaux, comme la construction de routes, ceux-ci auront plus de chances d'aboutir et d'être pérennes.

La coopération helvétique a récemment reconduit son soutien au fonds pour une nouvelle phase allant de 2016 à 2020. Les autorités laotiennes sont d'ores et déjà partie prenante du projet, avec une contribution de six millions de dollars. Le but est de renforcer la participation citoyenne et de lutter ainsi contre la pauvreté pour permettre au Laos de sortir du groupe des pays les moins avancés, désignés comme tels par l'ONU. ■

(De l'allemand)

DDC interne



DDC

Aide aux Yéménites

(ung) Le Yémen traverse une grave crise humanitaire. Au conflit qui ravage le pays depuis mars 2015 s'ajoute désormais la famine. Près de 19 millions de Yéménites (sur une population totale de 27,4 millions) ont besoin d'une aide alimentaire et de soins. Plus de la moitié d'entre eux se trouvent dans une situation critique. La DDC soutient financièrement les opérations du Comité international de la Croix-Rouge, des organisations onusiennes et des ONG. L'accès à l'eau et à l'assainissement, la nutrition, ainsi que la protection des civils sont les domaines prioritaires de la Suisse.

Durée du projet: 2017

Volume: 9 millions CHF

Un logiciel libre d'accès pour gérer les assurances maladie

(dey) Chaque année, cent millions de personnes tombent dans la pauvreté en raison de frais médicaux. Pour éviter ce risque, un système de protection sociale qui inclut les plus défavorisés est nécessaire. De nombreux pays à faible et moyen revenu s'y attèlent, mais ils n'ont pas toujours les capacités financières et techniques pour entretenir une plate-forme informatique qui gère les assurances maladie. La DDC, en collaboration avec

l'Allemagne, soutient le développement d'un logiciel libre d'accès que les utilisateurs pourront télécharger, adapter et distribuer.

Durée du projet: 2016-2019

Volume: 1,81 million CHF

Les villes chinoises se mettent au vert

(dey) Depuis quelques années, la Chine connaît une urbanisation galopante non sans effets négatifs. Un développement durable et moins gourmand en CO₂ fait désormais partie des priorités du pays. Le « projet sino-suisse de villes bas carbone » soutient six mégapoles chinoises (Chengdu, Chongqing, Guangzhou, Shanghai, Yantai et Kunming) dans leurs efforts de réduction des émissions de gaz à effets de serre. La Suisse partage son expérience en gestion urbaine durable et promeut des technologies innovantes pour préserver le climat. Elle encourage également les autorités et les acteurs locaux à travailler ensemble.

Durée du projet: 2015-2018

(phase 1)

Volume: 6,93 millions CHF

Des statistiques de qualité pour lutter contre la pauvreté

(bm) Pour développer des politiques publiques efficaces, les autorités palestiniennes ont

besoin de données de qualité sur la situation démographique et économique de l'ensemble du Territoire occupé. À cette fin, le Bureau central des statistiques réalise, cette année, un recensement de la population et du logement. La DDC finance une partie du projet. Les résultats et les analyses qui en découlent bénéficieront à de multiples acteurs engagés dans la lutte contre la pauvreté: décideurs politiques, institutions publiques et privées, ONG, agences d'aide bilatérale et internationale.

Durée du projet: Décembre

2016 – Décembre 2018

Volume: 1,25 million CHF

Aider Haïti à se relever après l'ouragan Matthew

(bm) Le cyclone Matthew, qui a frappé la pointe sud-ouest d'Haïti le 4 octobre dernier, a provoqué la mort de centaines de personnes. Les dégâts matériels sont considérables également: les maisons et les bâtiments publics ont été détruits, les cultures saccagées, les infrastructures routières et les points d'eau fortement endommagés. Tout ou presque est à reconstruire. Après avoir déployé une assistance d'urgence, la DDC aide le pays à relancer l'agriculture familiale, en fournissant des semences et des plants aux producteurs ainsi que du petit bétail aux agriculteurs. La coopération suisse analyse, de plus, l'eau pour procurer des sources sûres à la population et ainsi réduire les risques de propagation du choléra.

Durée du projet: 2017-2018

Volume: 4 millions CHF

Intégration sociale des minorités au Kosovo

(hel) Au Kosovo, la majorité

des Roms, des Ashkalis et des Égyptiens sont victimes de multiples formes de discrimination dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et du logement notamment. Ils sont ainsi plus exposés à la pauvreté. Pour rompre ce cercle vicieux, la DDC favorise l'intégration sociale de ces minorités. Partant du principe que leurs perspectives économiques dépendent de leur formation, la coopération suisse améliore l'accès de ces populations aux différents services publics de base, comme l'éducation et la santé. Parallèlement, elle mène un dialogue politique afin de faire respecter leurs droits.

Durée du projet: 2017-2019

Volume: 1,2 million CHF

Des données fiables pour une meilleure gestion de l'eau

(hel) La gestion transfrontalière de l'eau est source de tensions en Asie centrale. Les États doivent s'accorder sur un partage de cette précieuse ressource. Pour faciliter une gestion conjointe de l'eau des rivières Chu et Talas, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont mis en place une commission binationale. Or, celle-ci a besoin de données fiables et transparentes pour mener à bien son travail. La DDC contribue au développement d'un système d'information qui permet de connaître en temps réel les volumes disponibles afin de les répartir efficacement, en matière d'irrigation notamment. Des milliers de petits agriculteurs bénéficieront ainsi d'un accès à l'eau plus sûr.

Durée du projet: 2016-2020

Volume: 2,3 millions CHF

Libre-échange : une chance ou une menace ?

Réduire les barrières commerciales favorise le développement des États pauvres, selon ses partisans. Cette politique profite principalement aux pays riches, rétorquent ses opposants. Ces derniers appellent la Suisse à revoir sa politique économique extérieure pour préserver les fruits de la coopération au développement. De Christian Zeier.



Le libre-échange suscite de vives critiques. L'automne dernier, quelque 80 000 personnes ont défilé à Berlin pour protester contre les traités de l'Union européenne avec le Canada et les États-Unis.

Le libre-échange aura rarement autant été remis en question. Les discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont enlisées depuis des années. L'an dernier, l'Union européenne a bouclé à grand-peine ses négociations avec le Canada. Et les chances d'aboutir du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement semblent aussi maigres que celles du Partenariat transpacifique sous la présidence de Donald Trump. « Pour la politique de développement, ce pourrait être une chance », explique Pierre-André Cordey, de la Division Analyse et politique de la DDC. « Nous n'approuvons pas les motifs de ces tendances protectionnistes, mais ce nationalisme latent permet de remettre en question certains instruments du libre-échange qui nuisent souvent aux plus démunis dans les pays en développement. »

Ajustements structurels

Pour comprendre ce point de vue, un retour dans l'histoire du libre-échange moderne s'impose. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le commerce international est réorganisé et une première convention voit le jour, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Le commerce mondial redémarre. Avec la chute du mur de Berlin en 1989, la libéralisation devient le dogme des dirigeants économiques occidentaux.

L'OMC succède au GATT en 1994. Elle s'emploie à supprimer les barrières commerciales. Des institutions internationales, telles que la Banque mondiale, poussent les pays en développement à adopter des programmes d'ajustement structurel, conduisant à la libéralisation – et bien souvent à l'effondrement – des marchés locaux. « Pendant

Tirer à la même corde

Les relations entre la Suisse et les pays en développement sont régies par de nombreuses politiques. La « cohérence des politiques au service du développement durable » désigne la volonté de concilier les objectifs de chacun d'elles. « Pour promouvoir le développement dans les pays pauvres, les pays de l'OCDE ne devraient pas se contenter de fournir de l'aide au développement, mais également veiller à ce que leurs autres politiques soient favorables au développement de ces pays », énonce une fiche d'information du SECO. Dans un rapport daté de 2013, l'OCDE atteste que les processus politiques sont favorables à cette cohérence en Suisse. Elle critique, cependant, l'absence de suivi systématique des politiques ayant un impact sur les pays en développement.



Les ports de Shanghai (à gauche) et de Dubaï comptent parmi les plus grandes zones franches du monde. Des milliers de tonnes de marchandises y transitent quotidiennement.

des décennies, discuter ou douter de principes tels que le libre-échange ou la libéralisation économique était exclu », résume Pierre-André Cordey. Or, une question se révèle de plus en plus urgente : le libre-échange international favorise-t-il aussi le développement des pays pauvres ou, au contraire, leur nuit-il ?

La preuve par l'Inde et la Chine

Aujourd'hui encore, cette interrogation suscite la controverse. D'un côté, se trouvent les partisans de David Ricardo et de la théorie classique du libre-échange. D'après eux, la réduction des barrières stimule le commerce et génère des investissements, apportant au final croissance et prospérité, y compris aux pays pauvres. La baisse de la pauvreté en Inde, en Indonésie ou au Chili en serait la preuve.

De l'autre côté, des détracteurs, parmi lesquels l'économiste sud-coréen Ha-Joon Chang de l'Université de Cambridge, qui critique les dogmes guidant l'économie mondiale. Il souligne que presque tous les États industrialisés prônant aujourd'hui l'ouverture des marchés ont protégé leur économie pendant des décennies via des droits de douane élevés : « Le libre-échange n'a enrichi que peu de pays et n'y contribuera pas à l'avenir. » Son principal argument : si des États pauvres ouvrent leurs marchés avant que leur industrie ne soit compétitive sur le plan international, celle-ci est écrasée par l'importation des produits bon marché de pays technologiquement avancés.

« À elle seule, la politique de libre-échange ne saurait accroître la prospérité », expose Pierre-André

Cordey. « Sous certaines conditions néanmoins, elle peut favoriser le développement. » Le risque principal est que l'abaissement des droits de douane fragilise les filières locales, renforcées notamment par la coopération au développement. Une approche politique globale, qui tient compte des risques potentiels encourus par le pays partenaire, permettrait d'éviter cet écueil. « Les accords économiques actuels ne poursuivent toutefois pas les mêmes objectifs que la coopération internationale », indique Pierre-André Cordey. La cohérence d'une politique extérieure pourrait s'en trouver compromise.

Négociation plus transparente

Thomas Braunschweig, expert en politique commerciale au sein de l'ONG Public Eye (ex-Déclaration de Berne), partage cet avis. « D'un point de vue macroéconomique également, une telle politique extérieure n'est que peu pertinente », explique-t-il. Et de citer un exemple fictif : si l'on encourage le libre-échange avec la Colombie, des entreprises suisses y investiraient peut-être davantage dans le secteur minier, ce qui pourrait entraîner le déplacement des populations locales. Résultat : « Un peu plus de bénéfice pour quelques sociétés helvétiques, mais des millions à investir de la part de la coopération au développement pour réduire les répercussions négatives », fait remarquer Thomas Braunschweig. Public Eye appelle la Suisse à évaluer les conséquences de tout accord de libre-échange sur les droits humains. Selon l'organisation, la négociation des traités devrait être plus transparente.

« Pour être cohérente, la Suisse s'efforce de tenir

Négociations enlisées

Les pays pauvres, moins forts et moins expérimentés en matière de négociation, sont vulnérables, mettent en garde les opposants aux accords de libre-échange bilatéraux. Le SECO s'emploie donc à favoriser l'« égalité de traitement par le biais de réglementations internationales ». Les traités bilatéraux se multiplient, parce que les négociations multilatérales sous l'égide de l'OMC se sont enlisées. Celle-ci tente d'éliminer les entraves au commerce et d'établir des règles commerciales. Les négociations du Cycle de Doha auraient dû s'achever en 2005. Or, elles sont bloquées faute d'accord entre les membres. Les pays en développement attendent des États industrialisés une réduction des droits de douane dans le secteur agricole notamment.



Sven Torfinn/laif



Staniéla Fautrel/Le Figaro Magazine/laif

Tandis que les pays africains comme l'Ouganda (à gauche) bénéficient peu de la suppression des barrières douanières, le Vietnam, lui, en profite.

compte des Objectifs de développement durable dans sa politique économique extérieure», relève Sébastien Martin, du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Lui-même accompagne les négociations liées au commerce et au développement durable dans le cadre d'accords de libre-échange. Il plaide pour des dispositions commerciales qui veillent à la protection de l'environnement, aux conditions de travail et aux droits humains en général. Appliquer des réglementations internationales garantit des relations commerciales équitables. « Les normes suisses en matière d'environnement et de travail ne sont néanmoins ni contraignantes ni harmonisées entre les parties », précise Sébastien Martin. Cela irait à l'encontre de l'approche coopérative de la Suisse et ne serait, de toute façon, pas possible pour des raisons de rapport de force. Petit pays, la Suisse a trop peu de poids pour imposer ses conditions.

Un souci de cohérence

Karin Büchel, cheffe du secteur Accords de libre-échange/AELE au SECO, est formelle : « En premier lieu, un accord de libre-échange doit soutenir l'économie d'exportation. » Évaluer le rôle du libre-échange dans le développement des pays défavorisés se révèle difficile, signale-t-elle. Au Vietnam et en Chine, par exemple, la réduction des obstacles au commerce et l'ouverture du marché ont certainement eu un impact important. Par principe, la Suisse ne conclut pas d'accords de libre-échange avec les pays les moins développés, indique Karin Büchel. Lorsqu'il évalue la possibilité de négocier un traité, le SECO examine toujours sa compatibilité avec la politique exté-

rieure de la Confédération – par souci de cohérence.

Pressions extérieures

Le concept de durabilité appliqué dans les accords économiques est trop axé sur l'économie, selon Pierre-André Cordey. Ce dernier espère des pressions extérieures : à travers l'Agenda 2030, l'ONU prône une durabilité tridimensionnelle, intégrant les aspects sociaux, économiques et environnementaux, et souligne l'importance de la cohérence. La Suisse s'est engagée à appliquer cet Agenda. L'Office fédéral du développement territorial et la DDC ont été mandatés pour coordonner la mise en œuvre des Objectifs de développement durable : une bonne base qui permettra de mettre en évidence les contradictions entre politique économique extérieure et politique de développement et de les traiter. « Nous approuvons la mondialisation si elle ne renforce pas les inégalités », ajoute Pierre-André Cordey. La situation actuelle doit être mise à profit pour remettre en question de manière constructive les instruments du libre-échange et les adapter. « Si le système actuel des relations économiques menace de s'effondrer, toutes les parties doivent être prêtes à le réformer, conclut l'expert de la DDC. » ■

(De l'allemand)

Accords critiqués

Depuis des années, l'UE et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) négocient cinq accords de partenariat économique (APE) pour une ouverture réciproque quasiment complète des marchés. Les conséquences pourraient être désastreuses pour le développement des États ACP, critiquent les opposants : les droits de douane sont très précieux pour les pays concernés et les APE mettraient en péril la production agricole locale. Plusieurs pays africains pourfendent ces accords. Depuis 1971, 71 anciennes colonies exportent vers l'Europe des biens en grande partie exempts de taxes douanières. Les APE remplaceraient ces privilèges et amèneraient le groupe ACP à ouvrir 83% de ses marchés aux produits européens.

Le post-colonialisme officiel du Maroc

Le Maroc a changé d'attitude au niveau diplomatique. Il est passé à l'offensive. Preuve qu'il n'est plus le bon élève docile d'autrefois, il a parfois montré les crocs au cours des cinq dernières années. Contre les formes détournées de protectionnisme de l'Union européenne en matière de pêche et d'agriculture. Contre la supposée partialité des Nations Unies s'agissant des droits de l'homme. Contre l'ingérence d'ONG américaines qui dramatisent ses soi-disant irrégularités sur le territoire contesté du Sahara occidental. Contre ses alliés occidentaux qui ne contribuent pas suffisamment au développement des pays du Sud. Contre l'inefficacité de la Ligue arabe.

Tout en multipliant les sorties fracassantes, le roi Mohammed VI renoue le contact avec les monarchies du Golfe depuis quelques années et orchestre un retour de son pays sur le continent africain par voie d'investissements économiques. Tout porterait à croire, par ce tropisme vers le Sud, que le Maroc officiel développe une attitude postcoloniale que le roi défunt Hassan II, père de l'actuel souverain, avait brouillée. C'est du

moins la fable la plus en vogue que mettent en avant plusieurs analystes et observateurs. Que dit la fable ?

Il était une fois un sultan bien aimé, du nom de Mohammed V, qui fut l'un des initiateurs à Casablanca de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Il accompagnait les prémices de l'indépendance économique et culturelle du Maroc avec la complicité d'une élite moderniste et quelques élans socialistes bien maîtrisés. Mais voilà qu'il meurt de manière précoce. Son fils Hassan II, s'imaginant en despote éclairé et voyant en ces acteurs tiers-mondistes une menace à sa politique patriarcale et pro-occidentale, se fait le champion d'une politique plutôt néocoloniale. Il s'accroche davantage aux branches de l'Europe qu'aux racines de l'Afrique, au point de quitter l'OUA en 1984.

Souhaitant se démarquer de son père et se rapprocher de son grand-père, Mohammed VI amarre à nouveau son pays à sa profondeur africaine. Après avoir fait un détour par Madagascar où avait été exilé son aïeul bien aimé, le voilà, début 2017, devant les membres de l'Union africaine (qui a remplacé l'OUA). Il annonce solennellement son bonheur de « revenir à la maison ».

Qu'est-ce que cette mise en récit omet de nous dire à propos du tropisme postcolonial de Mohammed VI ? D'abord, contrairement à son père qui cherchait à gérer l'État-nation, l'actuel roi a, lui, un désir d'empire. Non pas des visées expansionnistes politiques ou territoriales, mais économiques. Cela rappelle, malgré les différences historiques et les variations géopolitiques, le cas d'Ahmed al-Mansour. Sixième sultan de la dynastie saâdienne au Maroc, il entreprit à la fin du 16^e siècle une chevauchée vers le fleuve Niger et chercha à concurrencer, sur le flanc ouest, l'Empire ottoman.

Aujourd'hui, le Maroc officiel, de plus en plus pragmatique et conquérant, dissocie les querelles territoriales et les intérêts économiques. Pour faire affaire, il ne rechigne plus à visiter des pays soutenant le Polisario (mouvement politique et armé du Sahara occidental opposé au Maroc pour le contrôle de cette région). Surtout, il met en avant sa position stratégique en tant que plate-forme régionale incontournable pour être traité avec le respect dû à un pair. Enfin, à l'inverse de son père

devenu en période de Guerre froide l'allié cynique des Wahhabites, Mohammed VI redéploie son statut de commandeur des croyants par-delà les frontières pour se faire le chantre d'un islam pacifié, mystique et modéré.

Tout compte fait, le Maroc présente un discours postcolonial pour mieux justifier ses propres relents impériaux. Le post-colonialisme officiel sert de lit à une stratégie géoéconomique. Servira-t-elle le développement intérieur du pays ? Attendons pour nous prononcer. ■



Driss Ksikes, né en 1968 à Casablanca, est écrivain et journaliste. Ancien rédacteur en chef du magazine *TelQuel* (2001-2006), il est actuellement professeur à l'Institut des hautes études de management, à Rabat. Il dirige le centre de recherche de cet établissement et sa revue *Economia*. Driss Ksikes réalise des projets dans le domaine des médias et de la culture, en partenariat avec plusieurs laboratoires du Maghreb et de la Méditerranée. Il anime, en outre, des ateliers d'écriture et collabore avec plusieurs publications culturelles. Dramaturge, il est également auteur de quelques récits et essais.



« La littérature permet d'apprendre à mieux se connaître »

La diversité culturelle dans la littérature pour la jeunesse élargit l'horizon. Elle aide les enfants à construire leur identité et à comprendre le monde. À Cotonou et à Bâle, deux maisons d'édition partagent ces convictions. De Fabian Urech.



Fabian Urech (2)



La Béninoise Béatrice Lalinon Gbado a fondé les éditions Ruisseaux d'Afrique, qui figurent aujourd'hui parmi les principales maisons de livres pour enfants en Afrique occidentale.

Dans le centre agité de Cotonou, la plus grande ville du Bénin, la librairie Notre Dame est un havre de paix. Installée dans un discret immeuble de bureaux à l'avenue Clozel, très fréquentée, elle offre sur trois étages un large choix de romans, de livres pour enfants et de manuels scolaires. Un lieu sans pareil dans la ville portuaire de ce petit pays

d'Afrique occidentale. Pourtant, les ventes restent atones. « La littérature ne jouit pas d'une grande considération dans notre société », note la vendeuse. « Même ceux qui savent lire n'ont souvent pas les moyens d'acheter des livres. » D'après l'ONU, 40% des Béninois savent lire et écrire. C'est peu, même en Afrique. Le taux de scolarisation a certes

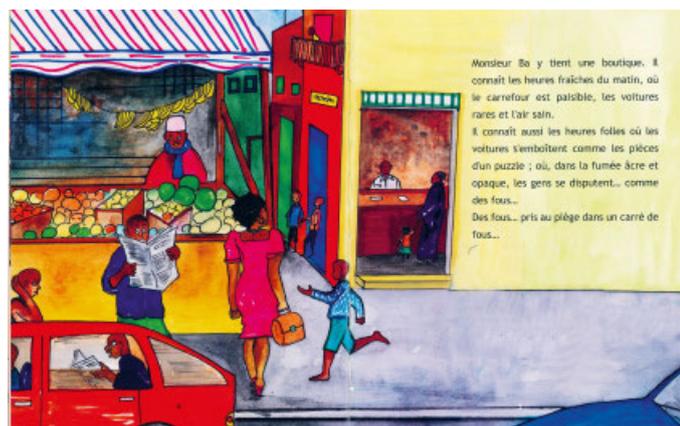
augmenté au cours des dernières années, mais une partie des jeunes ne sait toujours pas bien lire et n'a donc pas accès à la littérature.

Connaître leurs racines

Béatrice Lalinon Gbado veut remédier à cette situation. Lorsqu'elle a commencé à enseigner voici vingt ans, elle a rapidement constaté que les écoliers béninois connaissaient presque exclusivement des livres venus d'Europe, avec « des histoires dont le contexte et la culture ne sont pas les leurs », explique-t-elle. Or, la littérature devrait permettre aux enfants et aux jeunes de connaître leurs racines, de construire leur propre identité. Les ouvrages qui répondraient à ces besoins n'existant pas au Bénin, l'enseignante décide en 1998 de fonder sa propre mai-

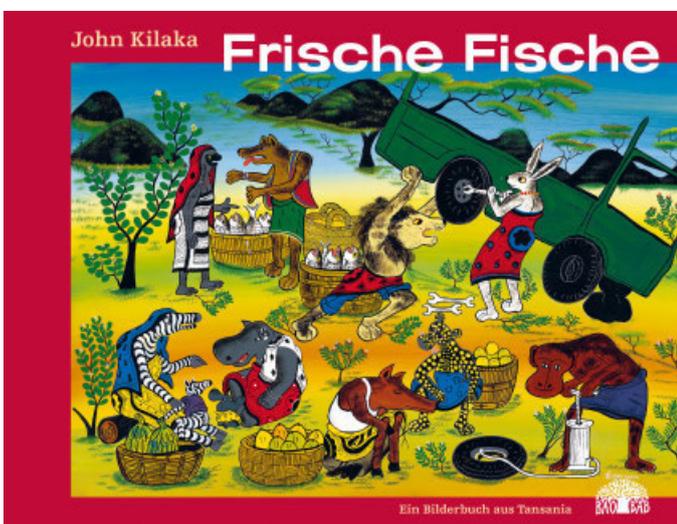
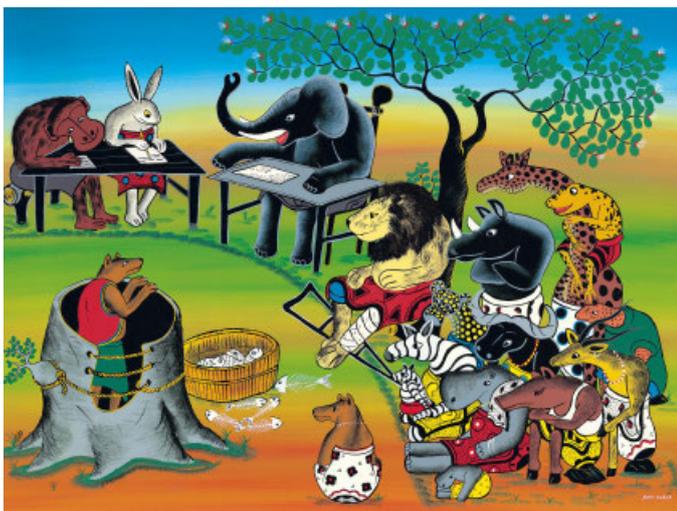
son d'édition. « Au début, ce n'était pas facile. Le marché était restreint et les imprimeurs mal équipés. » Le courage de cette femme de 54 ans finit par porter ses fruits : les éditions Ruisseaux d'Afrique font aujourd'hui partie des principaux éditeurs de livres pour enfants dans l'ouest du continent. Le catalogue compte trente auteurs et plus de 200 titres, dont une cinquantaine signés par l'éditrice elle-même.

Les volumes abondamment illustrés sont exposés sur une table spéciale au deuxième étage de la librairie Notre Dame. Ils racontent le quotidien béninois : l'école, la recherche de racines familiales, le bouillonnement des villes. Bien que ses ouvrages se vendent aussi dans les pays voisins et en France, Béatrice Lalinon Gbado n'a pas encore



Monsieur Ba y tient une boutique. Il connaît les heures fraîches du matin, où le carrefour est paisible, les voitures rares et l'air salin. Il connaît aussi les heures folles où les voitures s'embolent comme les pièces d'un puzzle ; où, dans la fumée âcre et opaque, les gens se disputent... comme des fous... Des fous... pris au piège dans un carrefour de fous...

CULTURE



Les livres du Tanzanien John Kilaka (à droite, ci-dessus) sont peu connus sur le continent africain. En Europe, ils offrent de nouveaux horizons aux enfants.

atteint son objectif. « Pendant longtemps, la littérature n'a pas fait partie de notre culture », constate-t-elle. « C'est en train de changer, mais lentement. » Selon l'éditrice, les livres représentent un important facteur d'épanouissement : « Ils permettent d'apprendre à mieux se connaître. Ils constituent la base de notre développement. »

Perspective inverse

Changement de décor. Dans un petit local du quartier bâlois de Gundeldingen, à environ 4500 kilomètres au nord de Cotonou, on partage les mêmes convictions, dans une perspective différente cependant.

L'association d'utilité publique Baobab Books donne aussi la parole aux auteurs du Sud écrivant pour les enfants et les jeunes, mais dans le but de les faire connaître à un public occidental. Lorsqu'elle a été créée dans les années 80, les voix authentiques en provenance d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine ou du Proche-Orient étaient quasiment inexistantes dans la littérature enfantine germanophone, relève la gérante, Sonja Matheson. Pourtant, dans un environnement multiculturel et mondialisé, le changement de perspective que permettent les écrits est précieux : « Cette ouverture constitue un élément

clé de notre développement personnel. »

« Nos ouvrages sont issus de contextes dans lesquels la littérature est peu répandue », précise Sonja Matheson. Et de citer l'exemple du Tanzanien John Kilaka, dont les histoires n'ont jamais été publiées dans son pays. En Europe, ses albums richement illustrés montrent un univers peu connu qui, pourtant, peut aider les enfants et les jeunes à mieux comprendre le monde.

L'association bâloise semble répondre à un besoin : elle a vu ses ventes nettement augmenter récemment. Même à l'heure du numérique, Sonja Matheson

reste persuadée que le livre conserve son importance : celui-ci « garde un pouvoir de fascination incroyable. Il offre la possibilité de s'immerger dans un tout autre monde. » ■

www.ruisseauxdafrique.com
www.baobabbooks.ch

(De l'allemand)

Service



Dominic Nahr

Expositions

Dans l'ombre des puissants

(bf) Les images de Dominic Nahr intéressent les agences de presse du monde entier. Accrochées dans les galeries, elles déploient toute leur force. Le photographe suisse de 34 ans donne à voir des milieux de vie, des états d'âme et des ambiances que les mots ou les statistiques ne peuvent exprimer. Son exposition *Blind Spots* se penche sur quatre États africains constamment au bord de l'effondrement, incapables d'assurer la sécurité ou l'approvisionnement de leur population : le Soudan du Sud, la Somalie, le Mali et la République démocratique du Congo. Ces pays connaissent de nombreux problèmes dus aux influences extérieures, vestiges de leur histoire coloniale. Fragiles, ils sont livrés à l'appât du gain des puissances étrangères, avides de matières premières et d'influence politique. Les victimes de ces rivalités sont les populations, qui survivent au jour le jour dans l'ombre des puissants et dans l'indifférence plus ou moins complète de l'opinion mondiale.

« Dominic Nahr – *Blind Spots* », jusqu'au 8 octobre 2017 à la Fondation suisse pour la photographie, Winterthour

De nouvelles perspectives sur les migrants

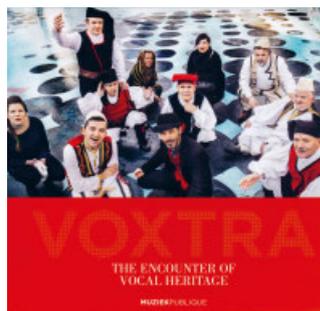
(bf) Le nombre de migrants dans le monde a franchi un record historique : plus de 250 millions de personnes résident hors de leur pays d'origine, selon l'ONU. Ce phénomène mondial affecte les mœurs, les valeurs et le développement tant économique que politique des pays touchés. Pourquoi les gens émigrent-ils et quels changements cela entraîne-t-il ? L'exposition « La Migration », au Musée des cultures de Bâle,

ouvre des portes sur l'histoire passée et présente du monde entier, mais aussi celle de Suisse. Elle confère à des objets le rôle des migrants et leur donne vie, offrant des perspectives inédites sur un sujet qui nous occupe quotidiennement.

« Migration », Musée des cultures, Bâle

Musique Un univers sonore sans frontières

(er) Transparentes, chaudes et lumineuses, vibrantes, obscures : les couleurs sonores de l'en-



semble belge Voxtra fascinent. Les voix féminines et masculines de cinq nations glissent, montent et descendent inlassablement. Elles passent du yodle au chant parlé ou diphonique, en solo puis en chœur – a cappella, avec parfois l'accompagnement discret d'un carillon, d'une percussion ou d'une cithare à cinq cordes. Leur rencontre harmonieuse permet de découvrir les traditions populaires que sont l'isopolyphonie d'Albanie, le *cantu a tenore* pastoral de Sardaigne, le style beko (blues caractéristique du sud de Madagascar), les chants de rune et le joik de Finlande, ainsi que le récit chanté de Belgique. Les 23 morceaux émouvants de l'album s'accompagnent d'un livret détaillé en anglais, en français et en flamand. De la musique sans frontières au sens propre du terme. *Voxtra* : « *The Encounter of Vocal Heritage* » (Muziekpublieke)

Un voyage festif et explosif

(er) La frontière entre le Mexique (Sonora) et les États-Unis (Arizona) passe au beau milieu de la ville américaine de Nogales, où a grandi l'infatigable multi-instrumentiste Sergio Mendoza. À 36 ans, celui-ci est mondialement connu pour son talent au clavier comme à la guitare dans le groupe de rock Calxico, formé à Tucson en Arizona. Il a fondé en 2009 son propre ensemble, l'Orkesta Mendoza, avec lequel il vient d'enregistrer un très

séduisant deuxième album en compagnie de nombreux musiciens invités. Ce disque à l'atmosphère soignée mêle les musiques Texmex et Mariachi, ainsi que le rock indépendant, la polka, le mambo, la cumbia et le merengue avec le reggae et le punk. Il culmine dans une langoureuse ballade au piano. Les douze morceaux, pour la plupart en espagnol, parlent d'amour, mais aussi de politique. Un voyage musical explosif, festif et saisissant qui



transcende la frontière nord-sud. *Orkesta Mendoza* : « *Vamos a Guarachar!* » (*Glitterbeat/Irascible*)

Entre traditions et modernité coréennes

(er) La soliste coréenne Yoon Jeong Heo est considérée comme l'une des meilleures interprètes de la musique traditionnelle de son pays. Elle joue du *geomungo*, cithare à six cordes en soie, à l'aide d'une baguette en bambou appelée *suldae*. Les sons sont lourds et profonds ou plus tendres et doux. La virtuose est accompagnée par le *jangu*, littéralement « tambour à bâton ». Le *daegum* (flûte traversière en bambou), la guitare électrique et les voix masculines sporadiques créent d'autres contrastes saisissants. Inclassable, l'univers sonore du quartette de Yoon Jeong Heo transcende les frontières entre les musiques traditionnelles (*gugak*) et contemporaines (jazz et rock). Les œuvres aux multiples facettes séduisent, remplies de tensions qui retombent dans



une quiétude presque spirituelle. *Black String*: «Mask Dance» (Act/Edel)

Un trajet semé d'embûches

(bf) En 1989, le Mozambique est déchiré par une guerre civile. Le train qui relie Nampula, dans le nord du pays, au Malawi représente le seul espoir des plus téméraires d'échanger quelques sacs de sel contre du sucre, au péril de leur vie. Le film *The Train of Salt and Sugar* de Licínio Azevedo retrace ce périple à haut risque et la réalité des Mozambicains. Mariamu, une passagère régulière, voyage avec son amie Rosa, une infirmière en route vers son nouvel hôpital. Pour les protéger, il y a le lieutenant Tair, qui ne connaît que la réalité militaire, et Salomão, un autre soldat avec qui il ne s'entend pas. Comme dans les westerns, le paysage joue un rôle essentiel. Les personnages évoluent dans une ambiance menaçante. Peine et effroi, soulagement et moments de détente se succèdent, faisant osciller les émotions au fil de ce voyage marqué par de nombreuses pannes techniques et attaques. Le long-métrage a fêté sa première sur la Piazza Grande de Locarno en août 2016. Il est disponible en ligne sur le site



de la fondation trigon-film.

Licínio Azevedo: «*The Train of Salt and Sugar*», www.trigon-film.org

Mesurer les enjeux énergétiques

(dg) Lampes, téléphones, ordinateurs, trains, chauffage: notre vie quotidienne dépend grandement d'un approvisionnement énergétique qui fonctionne. Les défis à relever aux niveaux écologique, économique et social sont nombreux. Les huit documentaires de la collection «Tous branchés? – Énergie, droits humains et climat», éditée par «Films pour un seul monde» de la fondation éducation21, explorent cette thématique complexe. À travers différentes approches didactiques, ils invitent les jeunes à réfléchir aux conséquences de leur mode de vie, à débattre des enjeux mondiaux et à participer activement à la construction d'un avenir durable. Ils ont pour but de développer des compétences interdisciplinaires, comme le changement de perspective ou la pensée systémique. «*Tous branchés? – Énergie, droits humains et climat*», DVD-vidéo et DVD-ROM dès l'âge de 14 ans, www.education21.ch/fr/ressources/films-pour-un-seul-monde

Le continent de l'avenir

(jls) L'Afrique n'a personne à rattraper. Elle ne doit plus courir sur les sentiers qu'on lui indique, mais marcher sur le chemin qu'elle se sera choisi. Dans son essai *Afrotopia*, l'économiste et écrivain sénégalais Felwine Sarr exprime sa foi en une «utopie active»: celle d'une Afrique qui réalise ses potentialités et porte l'humanité à un autre palier. Pour cela, le continent doit s'affranchir des concepts et des mythes occidentaux, tels que le développement ou la croissance, qui le placent en position d'infériorité. Il doit s'extraire de la compétition dans laquelle les

Livres et brochures

nations se toisent pour savoir qui a accumulé le plus de richesses. L'auteur invite l'Afrique à changer le regard qu'elle porte sur elle-même, en prenant en compte non seulement l'économie, mais également les autres dimensions de la vie humaine. Il lui conseille de trouver sa propre voie et de définir une modernité qui ne soit pas une mauvaise contre-façon de l'Europe. Si elle accomplit cette révolution culturelle, l'Afrique deviendra une force motrice positive de la planète. Felwine Sarr: «*Afrotopia*», Philippe Rey, Paris, 2016

Les vendeurs de rue, des experts de la mode

(bf) En Afrique, nos vieilles chaussures connaissent une nouvelle vie. Elles ne parviennent pas toujours aux plus défavorisés: le marché du vêtement d'occasion représente un juteux commerce mondial. Outre les



personnes qui collectent et trient le matériel, des milliers de marchands de rue gagnent leur vie grâce à la vente de vêtements et de chaussures usagés. Ils doivent connaître les modèles en vogue, les clients et leurs souhaits, la manière la plus appropriée de les aborder ainsi que les prix qu'ils sont prêts à payer. Ces informations pointues constituent les conditions du succès. Agrémenté de photos de type reportage, le livre *Making a Living from Old Shoes* offre une plongée ethnographique dans la vie de vendeurs de rue à Dar es Salaam, en Tanzanie.

Mareile Flitsch (éd.) et Alexis Malefakis: «*Making a Living from Old Shoes*», Benteli, Zurich, 2016



Richesses à multiples facettes

(bf) Non conventionnelles, éclatantes, pleines d'assurance, telles sont les œuvres des designers et artistes vivant dans les métropoles africaines. Le magnifique album *Africa Rising* les réunit. La jeune scène créative africaine suscite un intérêt soutenu dans les domaines du design, de la mode, de la photographie et de l'architecture. Si les couleurs, les motifs et les techniques utilisés sont souvent profondément enracinés dans les cultures du continent, le design contemporain dénote une individualité et une originalité qui lui sont tout à fait propres. Parmi les artistes présentés figurent Peter Mabeo, avec ses meubles qui misent sur les bois indigènes, Nobukho Nqaba et ses photographies consacrées à la migration ou encore Selly Raby Kane et ses lignes de vêtement à l'élégance rêveuse.

«*Africa Rising*», Gestalten & Design Indaba, Berlin, 2016

Le pire des pays pour une femme

(jls) «L'histoire renforce la conviction qu'il n'y a pas de pire endroit au monde que l'Afghanistan où l'on puisse naître femme.» C'est le constat amer de la politicienne afghane Massouda Jalal, ministre des affaires féminines de 2004 à 2006. Dans son livre *Suspendue à un*

fil, elle évoque la lutte des Afghanes pour leurs droits et dénonce le fait que les négociations de paix avec les talibans ne prennent pas en compte les positions des femmes. Elle explique pourquoi les Afghanes continuent d'être marginalisées dans la société et dans les processus politiques nationaux. Des progrès importants ont été accomplis depuis quinze ans, mais Massouda Jalal s'inquiète de leur durabilité, étant donné le retour progressif des talibans et de leur idéologie anti-femmes dans la société. Elle supplie la communauté internationale de ne pas abandonner les Afghanes. « Comment a-t-on pu introduire le concept de la démocratie dans notre pays, puis nous laisser livrer toutes seules la bataille en cours? », demande-t-elle. *Massouda Jalal*: « *Suspendue à un fil - La longue lutte pour les femmes afghanes* », Balland, Paris, 2016

Des anonymes courageuses (zs) Elles ne font pas la une des journaux. Pourtant, ces femmes engagées, qui se battent au quotidien pour une société plus égalitaire, forcent le respect. Manon Schick, directrice de la section suisse d'Amnesty International, rend hommage, dans un livre, aux « activistes qui sont souvent relégués dans l'ombre et qui subissent harcèlement et intimidation de la



part des autorités de leur pays ». La Lausannoise brosse le portrait de onze militantes des droits des femmes qui inspirent son engagement. Parmi elles, Leila Alikarami. Cette avocate iranienne entend abolir les lois discriminatoires dans son pays, où la vie d'une femme vaut la moitié de celle d'un homme. Il y a également l'Ougandaise China Keitetsi. Recrutée à l'âge de huit ans par les rebelles de l'Armée nationale de résistance, elle a pris la fuite à dix-huit ans et est devenue porte-parole des enfants soldats à travers le monde. Marisela Ortiz, enseignante mexicaine, défend pour sa part les droits des jeunes filles depuis l'assassinat d'une de ses étudiantes. *Manon Schick*: « *Mes héroïnes. Des femmes qui s'engagent* », éditions Favre, Lausanne, 2017

Formation continue Le Nadel (Centre pour le développement et la coopération) de l'École polytechnique fédérale de Zurich propose le cycle de formation continue suivant au cours du semestre d'automne 2017 :

- Conception et suivi de projets (du 18 au 22 septembre)
 - *Urbanization Challenges in the 21st Century – The Role of Development & Cooperation* (du 3 au 6 octobre)
 - Évaluation de projets (du 10 au 13 octobre)
 - *Tools and Techniques for Community Participation* (du 30 octobre au 3 novembre)
 - *Policy Making: Institutions and Processes* (du 6 au 10 novembre)
 - Études d'impact: méthodes et applications (du 21 au 24 novembre)
 - *Oil, Gas, Minerals: Fueling Development or Undermining the Future?* (du 27 novembre au 1^{er} décembre)
- www.nadel.ethz.ch

Coup de cœur



Musique intense

Noëlle Revaz, écrivaine, a publié le roman « *L'Infini livre* » qui a reçu le Prix suisse de littérature en 2015. Dernière parution: « *Hermine Blanche et autres nouvelles* ».

Le récital de oud auquel j'étais conviée en Égypte, dans un village entre Edfou et Assouan, reste un vibrant souvenir. Les chants étaient en arabe. Nous ne les comprenions pas, mais percevions tout à coup le mot « Suisse », accompagné de sourires: les musiciens nous souhaitaient la bienvenue. Nous étions tous assis par terre dans une très petite pièce. Un moment simple, amical et intense. À la fin, les gens sont rentrés chez eux dans l'obscurité et le silence du désert. J'étais invitée avec l'écrivain Eugène par des auteurs égyptiens, qui nous ont fait découvrir les lieux de leur enfance. Nous avons visité le temple d'Edfou au soleil levant et marché dans les vergers du Nil. Je n'ai jamais connu une telle douceur de vivre. Cette rencontre avec le Sud m'a rappelé des souvenirs très anciens – l'impression de revenir à ma propre enfance et à un silence perdu qui me touche encore aujourd'hui. Au-delà des notes magiques du oud, je recommande la lecture de *Missels* de l'Uruguayenne Marosa Di Giorgio: de courts récits poétiques, à la fois travaillés et naïfs comme des ex-voto.

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

Impressum :

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Sylvie Dervey, Beat Felber, Barbara Hell,
Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf – production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),
Zélie Schaller (zs), Christian Zeier (cz)

Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Stämpfli SA, Berne

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :
Information DFAE,
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.
Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 47 400

Couverture : Cuisiner sur un foyer ouvert au Kenya; Engelhorn/laif

ISSN 1661-1675

« L'énergie est nécessaire pour couvrir la plupart des besoins fondamentaux et ainsi lutter contre la pauvreté. Ceux-ci comprennent l'accès indispensable à l'eau, l'éclairage les communications, le travail du sol et bien d'autres encore. »

Boaventura Cuamba, page 12

« La jeunesse palestinienne est cosmopolite. Elle défie les traditions historiques, religieuses et politiques rigides. »

Zeina Ayyad, page 22

« Les livres permettent d'apprendre à mieux se connaître. Ils constituent la base de notre développement. »

Béatrice Lalinon Gbado, page 32
